



Endogenous Solutions

Grassroots development in the hands of the people

Pp 28-45



ACTUALITÉS

Marchés publics Communaux
Les acteurs formés aux
procédures du PNDP P.11



FOCUS

PNDP III
Caravane de lancement
dans les 10 régions P.20-25



INVITÉ

Pauline Irène Nguene
Le MINAS s'exprime
sur le PDPP P.26-27

Plus de renforcement de capacités des acteurs au cours du PNDP III

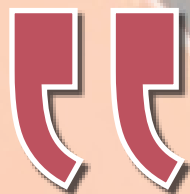


Pour la mise en oeuvre des solutions endogènes de développement



Ensemble, impulsons le développement local





**Nos institutions
se complètent
progressivement
et fonctionnent de
manière exemplaire.
La décentralisation
est en marche et les
Camerounais pourront
bientôt participer plus
directement à la gestion des
affaires publiques. Aussi
longtemps qu'une partie de
notre population souffrira
de la pauvreté, que l'égalité
des chances ne sera pas
garantie pour tous, que
l'avenir de notre jeunesse
sera incertain, notre tâche
ne sera pas terminée (...)**

*Message du Président de la République,
Son Excellence Paul BIYA à la Nation,
le 31 décembre 2006.*

S.E. Paul BIYA
Président de la République du Cameroun



Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Louis Paul Motaze
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)



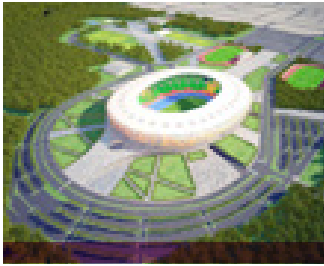
Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification



Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

08

CAN 2019
**139 milliards de FCFA
pour le futur complexe
sportif d'Olembé**



10

Supervision
**Une mission conjointe
Banque Mondiale-AFD**



18

Décentralisation
**Une allocation aux
communes dès 2017**



19

PDPP III
**Lancement
officiel à Kribi**



EDITORIAL

- 06 Pas un pas sans vous
07 With you, every step of the way

ESPACE MINEPAT

- 08 CAN 2019 : 139 milliards de FCFA pour le futur complexe sportif d'Olembé
08 Lac municipal de Yaoundé : bientôt un visage plus écologique

ACTUALITÉS

- 11 Marchés publics Communaux : Les acteurs formés aux procédures du PNDP
12 PNDP III : les équipes du PNDP en atelier méthodologique
13 Extrême-Nord : le CN chez le super maire de Maroua
13 JIPA 2016 : le PNDP accompagne la structuration des initiatives
14 JADDEL 2016 : le PNDP présente ses réalisations
15 HIMO-PNDP : christine Robichon en visite à Moutourwa
16 HIMO-PNDP : Marie Madeleine Nga en visite à Hina
17 PDPP III : trait d'union entre le MINAS et le PNDP

- 18 Décentralisation : une allocation aux communes dès 2017

ENVIRONNEMENT

- 19 PDPP III : lancement officiel à Kribi

FOCUS

- 20 PNDP III : caravane de lancement dans les 10 régions

INVITÉ

- 26 Pauline Irène Nguene, Ministre des Affaires Sociales

DOSSIER

- 28 Solutions endogènes : les populations s'approprient le développement local
29 Le village Tsongo prend son destin en main
30 Le village Zakan a achevé son tableau de solutions endogènes
31 Le village Olong maintient son forage
32 Le village Evoudoula 1 investit dans la jeunesse
33 Grâce au COGES, le cercle municipal égaie la ville
34 Le village Mekom exporte les clés de la durabilité des ouvrages

- 35 Les populations construisent un lycée à Koupa
36 Koutaba : le Marché central fait le pari de l'organisation
37 NKong Ngam vers un développement intégral
38 Magba : améliorer le confort des commerçants
39 Where traditional authority calls the development shots
40 Electricity lights up local economy at Mikokov and Nsom
41 Elak-Oku Council : a community's water needs met
41 Nkum Council : Mbabu's long road to school
41 Bamusso Council : Boa Balondo in pursuit of collective community growth
42 Alou Council : Atsombie and Tetsa mend their broken link
43 Bakingili water project spurs locals to acquire plumbing skills
44 Owe evens out its development
44 Muyuka : Yoke "garri market" expansion takes flight
45 Sockelle 2 tient son eau

NOS PARTENAIRES EN BREF

- 46 Data journalisme : Une trentaine de journalistes formés

Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno,
Georges Nkani, Isaac Ekeme,
Emmanuel Elimbi, Charles
Boube, Frédéric Bandon,
Peter Elangwe.

Equipe de rédaction :
Kamdem Souop, Yuh Timchia,
Pierre Nka, Paul Charlot Elomo,
Rachel Njoya, Stéphan Kapto,
Rostand Embolo, Perrier
Fouelefack, Sylvestre Chegue,
Augustin Bitchick, Hamadou
Ousman, Palestine Mbarga.

Adamaoua :
Nana Maadjou, Bernard
Oumarou Sally

Centre :
Thomas Ongon, Willy Azebaze

Est :
Claudine Ashetkuemun,
Elysée Olinga Ateba

Extrême-Nord :
Antoine Degem, Mankongo

Littoral :
Olivier Herman Bekack,
Sophie Babouma

Nord :
Ousmaïla Mohamadou,
Casimir Tekela

Nord-Ouest :
Bruno Daniel Nkandjo, Pascal
Kolo, Yannick Félix Pegui

Ouest :
Elisabeth Nzuno, Boniface
Megouo, Martin Duplex
Sakam

Sud :
Florent Hugues Bessala,
Michel Delor Mbanga

Sud-Ouest :
Atenchong David Nkem,
Alexandre Atangana

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

Mise en page :
Lordric Kako

Impression :
Sopecam

Tirage :
5000 exemplaires

Abonnements :
lesechos@pndp.org

CNC
BP 660 Yaoundé-Cameroun
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél. : +237 222 213 664
Fax : +237 222 213 663



Pas un pas sans vous

Par Marie Madeleine Nga

A la faveur des ateliers de lancement officiel du PNDP 3 dans les 10 régions de notre pays, j'ai eu l'occasion de prendre la mesure du chemin qui a été parcouru avec vous et des attentes fortes placées en ce modeste programme. Celui-ci n'est que le prolongement du bras de l'Etat auprès des communes de notre pays pour faire avancer un tant soit peu le processus de décentralisation consacré par notre Constitution.

Et c'est ici pour moi le lieu de remercier le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya qui, par la réalité du processus de décentralisation dans notre pays, balise d'année en année le couloir dans lequel s'inscrivent les actions du Programme National de Développement Participatif.

Que notre tutelle technique, par le truchement de Monsieur Louis Paul Motaze, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, trouve également ici l'expression de notre profonde gratitude, pour avoir accepté que je prenne personnellement part aux 10 ateliers organisés du 11 juillet au 11 août 2016.

Je remercie particulièrement chacun des Gouverneurs de région, dont un certain nombre a accepté de modérer les échanges avec les participants. Par leur présence effective auxdits ateliers, ils ont rehaussé d'un éclat particulier les différentes cérémonies. Par leur prise de position sur certains défis systémiques, ils ont interpellé tous les acteurs et les ont engagés à jouer leur partition pour que le cadre de résultats fixé au PNDP au cours de cette troisième phase, soit atteint.

Je suis reconnaissante aux autorités administratives, notamment les Préfets qui assurent la tutelle des communes. Par leur présence massive, ils ont réaffirmé, s'il en était encore besoin, leur volonté d'accompagner la mise en œuvre efficiente du PNDP.

Comment ne pas remercier les Sectoriels et les Partenaires au développement pour leur disponibilité lors de ces ateliers ? Gratifiante, cette disponibilité le sera encore davantage sur le terrain au cours des quatre prochaines années.

Merci aux Délégués du gouvernement dont certains ont tenu à rappeler à quel point l'exercice de planification, qui va s'étendre dès 2016 aux communes d'arrondissement, est une opportunité à saisir pour adresser avec plus de pertinence, une bonne partie des problèmes de ruralité que posent encore nos villes dans leur totalité, cependant que les municipalités doivent gérer les problèmes d'urbanisation dont la complexité va grandissant.

Aux Maires, ainsi qu'à leur faïtière, l'Association des Communes et Villes du Cameroun qui joue un rôle de plus en plus accru sur le terrain, je veux dire ma reconnaissance pour les mots aimables reçus ici et là et pour leur implication effective dans la mise en œuvre des différentes activités du Programme.

A tous, je voudrais redire que pour mon équipe et moi-même, il ne sera pas possible de faire un seul pas au cours de cette troisième phase sans vous, sans vos conseils, sans vos suggestions, sans vos remarques et même vos critiques. ●



***C'est ici pour moi
le lieu de remercier
le Chef de l'Etat,
Son Excellence
Paul Biya qui,
par la réalité
du processus de
décentralisation
dans notre pays,
balise d'année
en année le
couloir dans
lequel s'inscrivent
les actions du
Programme
National de
Développement
Participatif.***



With you, every step of the way

By Marie Madeleine Nga



I hereby express my appreciation to the Head of State, His Excellency Paul Biya who, in setting the country's decentralization process on a good footing, has since been clearing the National Community-Driven Development Program's path year in year out.



Thanks to the workshops we organized in the ten regions to launch PNDP 3, I had the opportunity to take the full measure of all progress we have made so far and your high expectations from this unassuming program. It is an extension of government's limb working with the country's municipalities for the progressive furtherance of the decentralization process which is enshrined in our Constitution.

I hereby express my appreciation to the Head of State, His Excellency Paul Biya who, in setting the country's decentralization process on a good footing, has since been clearing the National Community-Driven Development Program's path year in year out.

To our technical supervisory authority, in the person of Mr. Louis Paul Motaze, Minister of the Economy, Planning and Regional Development, we express our sincere and profound gratitude for having endorsed my participation at all ten workshops from July 11 to August 11, 2016.

Particular thanks go to each of the regional Governors, some of who accepted to moderate discussions with participants. Their attendance and participation indeed burnished the various events. Though the views they expressed on certain systemic challenges, they enjoined and engaged all actors to play their parts for the attainment of the goals PNDP has set its eyes on during this third phase.

I am grateful to administrative authorities, especially District

Officers, who are charged with supervising municipalities. Their massive turnout once again reaffirmed their will to walk with the Program on its journey towards efficient implementation.

The contributions of the various Ministerial Sectors and Development Partners during the workshops cannot be underestimated. Their heartwarming openness will be even more valuable on the field during the next four years.

I thank the Government Delegates, some of who made it a point of duty to remind participants that planning, an exercise which will be extended to their surrounding municipalities this year, is chance for them to pertinently address the rural challenges some of our cities still face as a whole, while municipalities tackle the challenges of urbanization whose complexity keeps growing.

I would like to note my appreciation to Mayors and their umbrella association, United Towns and Cities of Cameroon which is playing an increasingly vital role in the field, for their kind words and for effectively engaging in the implementation of the Program's various projects.

And to you all, I would like to reiterate that for my team and me, there is no question taking even a step during this third phase without you, without your counsel, without your proposals, without your observations and even your censures. ●

CAN 2019

139 milliards de FCFA pour le futur complexe sportif d'Olembé

En prélude à la Coupe d'Afrique des Nations de football qu'abritera le Cameroun en 2019, le financement obtenu auprès d'une banque italienne est un acte rassurant pour le démarrage de la construction d'un nouveau stade à Olembé.

Le Cameroun et la banque Intesa Sanpaolo sont désormais liés par deux accords de crédit d'un montant de 139 milliards de FCFA. Ce financement permettra d'engager avec assurance les travaux de construction d'un complexe sportif futuriste à Olembé, dans la sortie ouest de Yaoundé, la capitale politique du Cameroun. Les conventions ont été

signées le 16 août 2016 par Louis Paul Motaze, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

Le projet de construction du complexe multisport de Yaoundé concerne non seulement la construction d'un stade de football de 60 000 places assises et de deux terrains d'entraînement, mais aussi l'aménagement des

espaces commerciaux, d'une piscine olympique, des terrains de tennis, de basketball et de volleyball, ainsi que des structures d'hébergement d'une capacité totale de 70 chambres. Les travaux dudit complexe sont conduits par une entreprise italienne (PICCINI) dont l'expertise et la notoriété en la matière sont établies. ●

Lac municipal de Yaoundé

Bientôt un visage plus écologique

Une convention de financement a été signée entre le gouvernement et les investisseurs espagnols le 13 septembre 2016.

21 milliards de FCFA. C'est le montant que la Deutsche Banque d'Espagne mettra à la disposition du Cameroun pour l'aménagement du Lac municipal au cœur de la ville de Yaoundé, la capitale politique du pays. Les documents ont été paraphés pour le compte du gouvernement camerounais par Louis Paul Motazé, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, alors qu'Antonio Navarro Escabias représentait les investisseurs espagnols.

Ce financement servira pour la première phase du projet

de valorisation touristique et économique du Lac municipal et de l'aménagement de la vallée de Mingoa. Il s'agit d'un investissement davantage écologique pour améliorer la qualité de vie des populations dans la ville de Yaoundé. La maquette conçue par Acciona, l'un des principaux groupes d'investisseurs espagnols, présente un espace rénové de 6 hectares. La première phase portera sur la construction, sur le site de l'ancien bâtiment abritant les services du Ministère des Travaux Publics, d'un hôtel de 80 chambres. Le projet s'achèvera au cours de la seconde phase par la fourniture de 300 lits. L'Etat à travers le Ministère

de l'Habitat et du Développement Urbain (MINH DU) et la Communauté Urbaine de Yaoundé (CUY) va, dans la phase I du projet d'aménagement du Lac municipal, procéder à l'épuration du cours d'eau ainsi qu'à l'éclairage des abords du Lac. Le projet vise aussi entre autres à dépolluer les eaux du Lac, à y installer des équipements de sport nautique. Est également incluse dans le projet, la création d'espaces verts tout autour du lac, la construction de restaurants de classe internationale sur les berges, l'aménagement paysagé avec des pistes cyclables et des allées pour les promenades. ●

Extrait de la tribune libre de Louis Paul Motaze, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Pourquoi agir aujourd'hui ?

Dans environ trois ans, nous serons arrivés au terme du premier phasage de la mise en œuvre de notre vision de développement à long terme, dont la déclinaison stratégique est le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Son exécution, considérée comme « globalement satisfaisante » par nos principaux partenaires, a notamment permis la réalisation des grands projets, qui arrivent également à leur point d'achèvement dès l'année prochaine, et qui sont appelés à mieux structurer notre économie afin de faire du secteur privé le levain de la croissance économique.

De l'avis général, la première moitié de la décennie 2010-2020 aura été fertile en menaces de toutes sortes, mais elle a également été déconcertante au niveau des performances économiques réalisées par le Cameroun. En effet, si l'environnement national et international a été très peu accommodant comme on le verra par la suite, ses conséquences immédiates ont été bien gérées, au point de ne pas contrarier fondamentalement nos objectifs de croissance, et remettre en cause notre marche vers le progrès économique et social. Ces vents contraires, qui sont loin de s'estomper, et qui nous ont parfois contraint à différer des investissements d'envergure à l'instar de l'exploitation du fer de Mbalam (environ 6 milliards de dollars américains d'investissements reportés, soit plus de 3.000 milliards de FCFA), devraient être adressés avec plus de vigueur au cours des prochaines années. Cela dit, les grands projets de première génération atteindront d'ici à 2018, leur point d'achèvement.

Où voulons-nous aller au cours des prochaines années ?

Bien que 2018 marque l'année du point d'achèvement de la première génération des Grands Travaux, lesquels ont constitué les principaux

pilliers sur lesquels s'est appuyée cette « résilience » économique de ces dernières années, le gap d'infrastructures compte parmi les faiblesses majeures de l'économie camerounaise, selon les diverses enquêtes menées auprès du secteur privé. De fait, certains pans du programme de développement des infrastructures nécessaires pour raviver la croissance portée par le secteur privé, sont soit inachevés, soit même inexplorés. Si le stock de capital public a sensiblement augmenté dans notre pays depuis 2010, des poches de déficits existent, par exemple dans la capacité de production énergétique du pays ou notre arrimage à des standards numériques internationaux. Ce qui appelle non à un changement de cap, mais à un renforcement et une densification de celui-ci, pour maintenir et étendre les premiers acquis afin qu'ils puissent induire des effets de ruissellement en aval sur le secteur privé. Aussi, ce programme infrastructurel sera plus à même d'opérer la transformation économique voulue par le Chef de l'Etat, en investissant dans les nouvelles sources de croissance identifiées dans le Plan Directeur d'Industrialisation (Energie, Numérique et Agro-industrie).

1100 milliards de FCFA de dette intérieure

Autant reconnaître que le Cameroun doit donc optimiser sous contrainte, dans un contexte où prévaut une rigidité des revenus à la hausse (pas de hausse des salaires ou de prestations sociales en vue). Par ailleurs, la conjoncture économique traduite par un budget de plus en plus contraint, appelle à un ajustement interne, associé à une amélioration de l'efficacité de l'investissement public. De plus, le poids de la dette intérieure évaluée à environ 1100 milliards de FCFA, pèse sur



l'activité des entreprises. Dans le même ordre d'idées, la persistance de l'atonie de la demande extérieure pourrait produire des effets récessifs sur la croissance économique. Avec le ralentissement économique de nos principaux partenaires commerciaux, à l'instar de la Chine, la demande extérieure risquerait de continuer de peser négativement sur nos performances économiques.

Aussi, en appelons-nous à une politique de relance qui se fonde sur les effets multiplicateurs de la demande d'investissements. Tout en privilégiant celle-ci, cette option insisterait davantage sur des mesures d'appoint par la massification des investissements pour générer un environnement des affaires qui soit propice au développement durable du secteur privé. Les politiques de relance sont des politiques conjoncturelles, répondant à une faiblesse ponctuelle de la croissance, en présence de capacités de production inutilisées. En raison de la légère décélération observée en 2015, cette option nous semble opportune et pertinente, parce qu'il nous faut créer des routes vers les marchés et les centres de consommation, investir davantage dans le numérique comme l'a prescrit le Chef de l'Etat, faciliter le raccordement à l'énergie électrique et à l'eau, offrir plus de services de télécommunications et d'internet de qualité aux opérateurs économiques, aménager les principaux corridors commerciaux, etc. •

Supervision

Une mission conjointe Banque Mondiale-AFD

La deuxième mission annuelle de supervision de la Banque Mondiale a coïncidé avec la mission de pré-évaluation du PNDP dans le cadre du C2D III.

Abel Bove, co-chargé du projet PNDP dans le portefeuille de la Banque Mondiale à Washington, a effectué du 13 au 23 septembre 2016 une mission de supervision des activités du PNDP 3. Au cours de son séjour, une visite de terrain s'est déroulée dans la région de l'Est du 15 au 17 septembre 2016, donnant lieu à la poursuite d'une réflexion engagée entre le PNDP et la Banque Mondiale pour l'intégration de la problématique des réfugiés dans l'actualisation des Plans Communaux de Développement des communes concernées, notamment le recensement de ces populations dans le progiciel PRO-ADP.

Cette problématique a été discutée avec les autorités administratives dont le Gouverneur et les humanitaires. Puis une descente a suivi dans la commune de Garoua Bouläi où trois camps de réfugiés ont été visités : Abo-boutila, Gado badjéré et Tiyomo. Les deux derniers camps sont gérés par le Haut-Commissariat aux Réfugiés.



Echanges avec le Gouverneur de la Région de l'Est

L'AFD dans le grand Nord

De leurs côtés, Nathalie Bougnoux, Chef de projet de l'Agence Française de Développement (AFD) à Paris, Caroline Onanina, chargée de mission, et Gaël Wassmer de l'AFD Cameroun ont effectué une mission de supervision du 17 au 22 septembre 2016 dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. A cette occasion, les réalisations sur fonds C2D II dans cette partie du pays ont été évaluées en présence du Coordonnateur National du

PNDP. Une pré-évaluation des besoins en financement sur fonds C2D de troisième génération a été faite en présence des acteurs locaux, ponctuée de visite des sites de microprojets.

Cette mission conjointe a aussi été meublée de sessions de travail à la Cellule de Coordination du PNDP à Yaoundé et d'audiences, notamment avec Jean Tchoffo, secrétaire Général du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. ●



La mission avec les acteurs locaux du grand Nord

Marchés Publics Communaux

Les acteurs formés aux procédures du PNDP



Dans le cadre d'une série de formations régionales, les acteurs locaux impliqués dans la passation des marchés au niveau communal ont été sensibilisés sur les nouvelles règles applicables aux projets financés par le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

La volonté d'harmoniser les processus de passation et d'exécution des marchés avec les principes d'intervention, et les mécanismes explicités dans le Manuel de Procédures du PNDP constitue un axe crucial pour la mise en œuvre du Programme. A cet effet, un nouveau guide plus actualisé est disponible pour servir d'outils de travail à l'ensemble des acteurs intervenants dans la chaîne des marchés publics au niveau communal. La version présentée lors des différents séminaires régionaux inaugurés à Yaoundé du 23 au 26 août 2016 est une révision du guide paru en 2010.

Cette révision des procédures en vigueur au niveau des communes a été rendue nécessaire avec la création en décembre 2011 du Ministère des Marchés Publics (MINMAP). C'est pourquoi, pour répondre aux exigences de cette nouvelle ère dans la passation et l'exécution des marchés publics, le PNDP a bénéficié de la collaboration du MINMAP et de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

A la faveur du lancement de l'atelier de formation dans la région du Centre le 23 août 2016, le PNDP a pris le soin d'inviter l'ensemble des acteurs concernés à savoir, les élus locaux, les sectoriels des services déconcentrés de l'Etat notamment le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), et le MINMAP. Ces derniers interviennent souvent comme chef de service ou secrétaire de la commission départementale de passation des marchés publics.

Toutes les soixante dix communes que compte la région du Centre ont été édifiées, au Centre Immaculée Conception de Mvolé, sur les nouvelles règles. Ceci en présence des partenaires techniques

La version présentée lors des différents séminaires régionaux inaugurés à Yaoundé du 23 au 26 août 2016 est une révision du guide paru en 2010.



et financiers sous la supervision technique de Charles Boubé, Responsable de la Passation des Marchés au PNDP.

Les acteurs communaux ont ainsi été sensibilisés sur les notions de pré-qualification des entreprises, la passation des marchés de fournitures, de travaux et de services autres que les services de consultants. Au-delà de ces phases, des orientations ont été données sur le classement et l'archivage des dossiers de passation et exécution des marchés.

Les autres régions du pays ont vu passer la caravane de formation sur la même thématique tout au long du mois de septembre. ●

PNDP III

Les équipes du PNDP en atelier méthodologique

« Toute ambition qui ne découle pas d'une vision est une perte sèche ». C'est sur ces propos que Marie Madeleine NGA, Coordonnateur National du PNDP, a ouvert les réflexions avec l'ensemble de son personnel réuni à Limbé le 29 juin au 06 juillet 2016.



L'atelier qui a réuni l'ensemble du personnel du PNDP à Limbé visait, quelques semaines après le lancement officiel du PNDP III en mai 2016, à fixer dans les esprits la vision et la direction voulues par le gouvernement dans cette nouvelle phase. En engageant ses collaborateurs à une forte appropriation des nouvelles orientations, le Coordonnateur National, a rappelé le chemin parcouru au cours des deux premières phases. Ce qui justifie la joie des communes à continuer à travailler avec le Programme; la confiance renouvelée du gouvernement et l'appréciation positive des bailleurs.

Marie Madeleine NGA a souligné que le chemin qui reste à parcourir nécessite l'implémentation d'une méthodologie nouvelle. Ce d'autant

plus que « le nombre de nos bénéficiaires atteint la barre maximale avec l'introduction des 31 communes d'arrondissement qui ne bénéficiaient pas encore des appuis du PNDP ». Elle a, par ailleurs, ajouté que « les attentes sont plus grandes au regard des spécificités et innovations du PNDP III ».

Cette rencontre constituait également l'heureuse occasion d'une relation fusionnelle entre les différents acteurs du Programme qui pour certains ne se connaissaient jusque là qu'à travers les dossiers.

Le nombre de nos bénéficiaires atteint la barre maximale avec l'introduction des 31 communes d'arrondissement



Un aspect tout aussi important au cours de cet échange a été l'exercice qui a permis que chaque participant se présente individuellement. Cela a été l'occasion de coller un visage sur les noms que les uns et les autres entendent ou lisent au quotidien.

Il s'agissait par la même occasion, et le Coordonnateur National l'a sans cesse rappelé, de coordonner le regard des hommes de terrain, au niveau des Cellules régionales, pour réduire les tares qui pourraient obstruer la voie vers un développement local intégral. ●

Extrême-Nord

Le CN chez le super maire de Maroua

Marie Madeleine Nga a été reçue par Robert Bakary, le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Maroua le 03 août 2016.

Acette occasion les deux responsables ont évoqué le rôle plus marqué des 14 Communautés urbaines du pays dans la mise en œuvre du PNDP au cours de sa troisième et dernière phase (2016-2020).

La Communauté Urbaine de Maroua, à travers les communes d'arrondissement de Maroua 1, 2, 3, a l'avantage d'être une zone d'intervention du PNDP depuis la première phase. La prise en compte des 31 communes d'arrondissement qui ne bénéficiaient pas encore des appuis appelait à des ajustements.

Comme l'a souligné Marie Madeleine Nga, le PNDP s'est obligé à revoir

la méthodologie d'élaboration de son principal résultat auprès des communes, le Plan Communal de Développement (PCD), pour coller aux spécificités des communes d'arrondissement. Un exercice pour lequel le Programme travaille à harmoniser son intervention avec celle du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU), dont les principaux outils dans l'espace urbain sont réalisés par la communauté urbaine (plan directeur d'urbanisme) et les communes d'arrondissement (plan d'occupation des sols, plan sommaire d'urbanisme, plan de secteur, plan d'aménagement...).

Robert Bakary a révélé qu'il prenait enfin la mesure des enjeux et défis de la mise en œuvre harmonieuse du PNDP dans les trois communes de Maroua. Les appuis dont elles bénéficieront de la part du PNDP au cours de cette phase permettront la prise en charge des immenses besoins de la ville par la Communauté Urbaine. « *je vais particulièrement suivre à quel point les communes de la ville adapteront leur gestion aux innovations du PNDP 3. Car ce faisant, nous aurons la tâche plus facile au regard des besoins immenses des populations* » a-t-il assuré. ●

JIPA 2016

Le PNDP accompagne la structuration des initiatives

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) entend accompagner le Ministère des Affaires Sociales (MINAS) dans la réduction des déperditions des diplômés au sein des Peuples Autochtones Vulnérables.

La tenue, le 02 août 2016 à Yaoundé, à l'hôtel la Falaise, de la 3^e session du Comité Interministériel de Suivi des Programmes et Projets en faveur des Populations Autochtones Vulnérables (CISPAV), a donné l'occasion de procéder à l'actualisation et la consolidation de la cartographie nationale des interventions en faveur des Populations Autochtones Vulnérables. Le CISPAV est une plateforme de coordination, de suivi, et d'évaluation de la mise en œuvre des programmes et projets relatifs à la promotion et la protection des droits des populations autochtones vulnérables. Il comprend en son sein les représentants des entreprises, des organisations publiques, des Organisations de la Société Civile, des Unités de Coordination de Programmes et projets, ainsi que des partenaires au développement.

En ouvrant les travaux de cette journée placée sous le thème « *Populations Autochtones et leurs droits à l'éducation* », Pauline Irène Nguene,

Ministre des Affaires Sociales, qu'accompagnait Issa Tchiroma, Ministre de la Communication, a souligné que l'équation intégration socio-économique et préservation de la spécificité gage de la diversité culturelle de notre pays, est au cœur de la politique du gouvernement camerounais. De ce fait, le MINAS et ses partenaires ont engagé des actions multisectorielles visant à assurer l'accès des populations autochtones aux services sociaux de base.

Pour Pauline Irène Nguene, il s'agit de réduire les entraves endogènes et exogènes qui causent un nombre élevé de déperdition au sein des Populations Autochtones Vulnérables. De plus, il faut pouvoir faire coexister les savoirs locaux et étrangers. La promotion de leurs droits appelle une diversité d'initiatives sectorielles transversales. Il s'agit de regarder tous ensemble dans la même direction avec une préoccupation commune. Pour cela, il importe de

créer une synergie des acteurs et des ressources, c'est l'objectif poursuivi par le CISPAV dont la tenue de la session marque le lancement des activités de la journée internationale des populations autochtones.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) est fortement impliqué dans les actions du CISPAV, aux côtés d'autres partenaires. En témoigne ses actions dans le cadre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) dont la 3^e phase est en cours de démarrage. Avec la couverture complète de toutes les communes abritant les populations pygmées des régions du Sud, du Centre et de l'Est, le PNDP envisage au cours de la 3^e phase du PDPP d'accroître les nombreux résultats acquis en faveur des populations autochtones. En rappel, et sous réserve des résultats de l'étude commandée par le gouvernement, les populations autochtones au Cameroun, sont constituées des Mbororos et des Peuples Pygmées. ●

JADDEL 2016

Le PNDP présente ses réalisations



Les documents présentés au public mettaient en avant la question du genre dans les actions du Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Le 10 août 2016, à la faveur de la 5^e édition de la Journée Africaine de la Décentralisation et du Développement Local (JADDEL), le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a exposé quelques unes de ses réalisations à l'intention des participants à l'atelier organisé à l'hôtel de ville de Yaoundé, sous la présidence de Jules Doret Ndongo, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, en charge des Collectivités Territoriales Décentralisées.

L'exposition a permis aux participants de prendre connaissance de certaines innovations de la troisième phase du PNDP, mais aussi des nombreuses publications du Programme, dont les Plans Communaux de Développement, les guides de maintenance des diffé-

rents ouvrages réalisés dans les communes et les 11 éditions à date du magazine institutionnel «Les Echos du PNDP».

Pour rappel, le thème retenu par l'Union Africaine cette année est: «*l'égalité, la promotion du genre et l'autonomisation des femmes pour une meilleure réalisation de l'agenda 2063 et l'atteinte des objectifs de développement durable*». Un thème qui a alimenté le discours de Jules Doret Ndongo qui a insisté sur les premiers efforts fournis par le gouvernement depuis l'accession du Président Paul Biya à la magistrature suprême. A commencer par la

Jules Doret Ndongo souhaite que les acquis soient consolidés.



création d'un Ministère en charge des questions se rapportant aux femmes dès 1984 et d'un Ministère en charge de la femme et de la famille en 2004. Il est aussi à noter un accroissement du nombre de femmes élues au parlement ou dans les exécutifs municipaux. Des acquis à consolider, a rappelé le Ministre délégué qu'accompagnait pour la circonstance la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille.

La journée s'est achevée avec la visite d'un Centre de promotion de la femme et de la famille à Essos dans la commune de Yaoundé V. ●



HIMO-PNDP

Christine Robichon en visite à Moutourwa

Au Cameroun, en fin de séjour, l'Ambassadrice de France a effectué le 02 août 2016 une visite de l'un des microprojets réalisés suivant l'approche à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (HIMO) dans la région de l'Extrême-Nord.

Dans la commune de Moutourwa où elle a marqué un arrêt pour prendre connaissance de l'avancée des travaux de réhabilitation de la route Mogoudou - Damaï, Mme Robichon qu'accompagnait le Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif (PNDP), a échangé avec les différents acteurs de cette opération.

Des informations présentées, il ressort que le projet a permis à date de procéder à 2600 paiements pour un montant de 34 millions de FCFA payés en espèces aux 223 travailleurs et 15 millions de FCFA épargnés pour financer leurs projets d'insertion professionnelle dans les mois à venir. Une manne pour les jeunes de la localité qui ont de diverses manières utilisé le revenu perçu tous les samedis.

Victor Tamue, par exemple, s'est acheté 4 chèvres tout comme Catherine Guissinkwa et Singram Bone. Bakary Wahiha, quant à lui, a pu construire une toiture en tôles d'aluminium pour sa mère. Pour l'avenir, la majorité des jeunes présents et qui se recrutent dans la tranche 18 - 35 ans se projettent dans l'agriculture et l'élevage. Sans doute pour pouvoir subvenir aux besoins essentiels de leur foyer. Mais pour Anthelme Yaya, il n'y a d'avenir pour lui que dans la vente de pièces détachées de motos et de vélos présents

Il ressort que le projet a permis à date de procéder à 2600 paiements pour un montant de 34 millions de FCFA payés en espèces aux 223 travailleurs et 15 millions de FCFA épargnés.

en quantité dans la commune.

Christine Robichon a espéré que les revenus tirés de cette expérience, qui bénéficie du soutien de la France à travers les fonds du Contrat de Désendettement et Développement (C2D), allaient continuer à être une source d'espoirs pour que la jeunesse regarde l'avenir avec optimisme dans cette partie du pays en proie à la sévérité du climat et aux conséquences des attaques terroristes de Boko Haram. ●



HIMO-PNDP

Marie Madeleine Nga en visite à Hina

Au cours de cette visite, le Coordonnateur National du PNDP a pu évaluer l'impact de l'approche à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (HIMO) dans la Région de l'Extrême-Nord.

En marge de l'atelier de lancement officiel de la troisième phase du PNDP dans la région de l'Extrême-Nord, Marie Madeleine Nga, Coordonnateur National du PNDP a effectué une visite le 03 août 2016, dans l'un des chantiers de l'opération à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) réalisés à titre pilote dans 6 communes de cette partie du pays.

A Hina où l'attendaient l'ensemble des 310 travailleurs de ce site, Marie Madeleine Nga a pu mesurer combien importants étaient les effets inattendus du projet dans la localité. En effet, à en croire le sous-préfet Timothée Zoa, « *la petite délinquance a nettement reculé depuis le début du chantier. La nuit tombée, les jeunes, épuisés par les efforts de la journée sont chez eux plutôt que dans les ruelles à voler du petit bétail ou à cambrioler. De plus, le commerce a nettement évolué; on est passé d'ailleurs d'une tête de bœuf abattue par jour à cinq* ».

Un propos confirmé par Ousmanou Dawaï, qui s'exprimait pour le compte de tous les travailleurs. Pour lui, la drogue, le vol et même la prostitution ont nettement reculé depuis le début du chantier. « *Les maisons sont plus joyeuses, il y a davantage de nourriture, on mange*

régulièrement de la viande et nous avons une petite épargne. Vivement que d'autres projets en HIMO soient exécutés dans notre commune », a-t-il martelé.

Comme lui, Fana Chetima, déplacée de Kolofata, a témoigné de sa situation. Elle a trouvé refuge à Hina au moment où se lançait le chantier et a ainsi pu trouver du travail et préserver sa dignité de femme. Dans ce chantier qui compte plus de 50% de femmes, dont quelques unes s'illustrent d'ailleurs par un rendement supérieur à celui des hommes, plusieurs ont reconnu avoir abandonné la prostitution.

Aminatou Djamilla, quant à elle, originaire de Marbak, point de départ de la route dont la réception technique est imminente, vivait à Bertoua et à son retour à Hina, a eu l'opportunité de se faire recruter. Avec les économies faites de son revenu

Au regard de tous ces bénéfices, le maire Issoufa Terde, pour finir, a plaidé pour que tous les projets exécutés dans les communes du Cameroun le soient suivant l'approche HIMO, notamment les projets financés par le Budget d'investissement public.

hebdomadaire, elle a acheté 5 chèvres, équipé sa maison de menus ustensiles et gadgets, et envisage de se lancer dans le petit commerce.

Ibrahima, soudeur de métier, a quant à lui, présenté son projet d'insertion, maintenant que le chantier est achevé. Il envisage de se regrouper avec d'autres jeunes intéressés par la soudure pour monter un GIC. D'après lui, ce sera une réponse à un besoin réel dans la localité et une source de revenus et d'emplois.

Au regard de tous ces bénéfices, le maire Issoufa Terde, pour finir, a plaidé pour que tous les projets exécutés dans les communes du Cameroun le soient suivant l'approche HIMO, notamment les projets financés par le Budget d'investissement public. ●





PDPP III

Trait d'union entre le MINAS et le PNDP

Au cours de l'audience du 21 juillet 2016, Marie Madeleine Nga a présenté les résultats du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP).

Une heure d'horloge, c'est le temps qu'auront duré les échanges entre Pauline Irène Nguene, Ministre des Affaires Sociales (MINAS) et Marie Madeleine Nga, Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif (PNDP), le 21 juillet 2016 au Cabinet de la Ministre. Au cours de cette audience, Marie Madeleine Nga a présenté le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) mis en œuvre par le PNDP, avec l'appui institutionnel et technique du MINAS. Cinq composantes sont concernées par ce Plan, à savoir la citoyenneté, la santé, l'éducation, l'agriculture et le dialogue intercommunautaire. Si l'opération peut être, à ce jour, créditée de résultats appréciables, il n'en demeure pas moins que des difficultés subsistent, lesquelles nécessitent l'accompagnement constant du MINAS. Il s'agit, entre autres, du plaidoyer pour le recrutement des élèves sortis des écoles de formation professionnelle, d'une politique de gestion des chefs de Service de l'Action Sociale (SAS) plus affinée pour parer à une certaine indisponibilité ou incompétence, de la prise en compte de l'extension du PDPP à six

nouvelles communes à la faveur de la 3^e phase du PDPP-PNDP.

Pauline Irène Nguene, a tenu à saluer la démarche du PNDP, de même qu'elle a assuré de la constante sollicitude de son département ministériel qui suit avec un grand intérêt les actions du PDPP. Les rapports établis par la Direction de la Solidarité Nationale du MINAS présentent la collaboration avec le PNDP comme la plus fructueuse, par la possibilité qu'elle donne de couvrir toutes les communes qui abritent les peuples pygmées, mais aussi par la quantité et la qualité des données statistiques enregistrées. La consolidation et la densification de cette collaboration, pour l'ouvrir aux autres couches vulnérables, constitueraient, pour la Ministre, des axes d'intérêts mutuels. Pauline Irène Nguene et Marie Madeleine Nga, étaient assistées de leurs proches collaborateurs notamment Nyambi III Dikosso, Directeur de la Solidarité Nationale au MINAS et Georges Nkami, Responsable National en charge des Aspects Socio-environnementaux au PNDP.

En rappel, le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP)

initialement mis en œuvre dans 09 communes de la région du Sud lors de la première phase du PNDP, est passé à 31 communes pendant la deuxième phase dont 03 communes au centre, 11 au Sud et 17 à l'Est. Les résultats à date font état, entre autres, de l'établissement et la distribution de 2 805 actes de naissances, 106 cartes nationales d'identité et 83 actes de mariage. L'identification et la formation de 15 enfants pygmées dans les métiers de l'éducation et de la santé, la formation de 450 enseignants du niveau primaire à l'accueil et aux techniques d'apprentissage des enfants Pygmées. Par ailleurs, 390 accoucheuses traditionnelles ont été formées et 10 villages pygmées ont des droits d'usufruit sur des espaces reconnus par les bantous et l'administration.

Au terme de cette audience riche, Pauline Irène Nguene en a appelé à un suivi constant de toutes les actions entreprises, sans préjudice d'une réflexion poussée sur l'élargissement des pistes de collaboration. ●

Décentralisation

Une allocation aux communes dès 2017

Lors du dernier Conseil National de la Décentralisation (CND), le Premier Ministre a instruit le passage de la logique de délégation des crédits à celle de l'allocation pratiquée par le Programme National de Développement Participatif (PNDP).



Concernant, le financement du processus de la décentralisation, le Conseil national de la décentralisation entend définir une nouvelle forme d'accompagnement financier des collectivités territoriales décentralisées.

Au terme de la session du Conseil national de la décentralisation (CND) tenue le 28 juin 2016, cinq principales recommandations ont été adoptées. Philemon Yang, le Premier Ministre du Cameroun a demandé au Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) de parachever le projet d'élaboration de la stratégie nationale de la décentralisation annoncée depuis le début de l'année 2015. Concernant, le financement du processus de la décentralisation, le Conseil National de la Décentralisation entend définir une nouvelle forme d'accompagnement financier des Collectivités Territoriales Décentralisées.

À ce sujet, le Ministre des Finances devra finaliser les études visant à passer de la logique des délégations des crédits aux communes à celle des allocations comme actuellement expérimentées avec le Programme National de Développement Participatif (PNDP) depuis 2010. La mise en œuvre de cette approche devrait se faire dès l'exercice budgétaire 2017. Et pour plus d'efficacité, le Premier

Ministre exige l'élaboration d'un modèle de convention d'utilisation des ressources humaines de l'Etat par les municipalités. Ainsi, en attendant la mise en place d'une fonction publique territoriale, les agents de l'Etat accompagneront les exécutifs municipaux dans l'exercice efficace des compétences transférées depuis 2010. Philemon Yang veut aller plus loin dans l'implémentation du processus de décentralisation au Cameroun. Il a, en effet, demandé au MINATD de présenter des projets de textes actualisés.

Le PCD comme outil de planification de base

Dans le but de corriger le rendez-vous manqué avec la fin prévue du transfert de compétences

aux communes au 31 décembre 2015, le Premier Ministre a instruit au Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de soumettre, en liaison avec les Ministères des Arts et de la Culture et celui de l'Eau et de l'Energie, des projets de décrets fixant respectivement les modalités d'exercice des compétences à transférer dans leurs domaines respectifs.

En outre, il a été demandé au Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) de mettre en place un mécanisme visant à améliorer la prise en compte des Plans Communaux de Développement (PCD) dans la programmation des projets d'investissement dans les Collectivités Territoriales Décentralisées. Une prescription qui vient appuyer la circulaire présidentielle qui, depuis juillet 2012, présente le PCD comme l'un des outils de base dans l'élaboration du Budget d'Investissement Public (BIP).

Enfin, le PM attend une évaluation de l'action du Ministère des Travaux Publics. Concrètement, il est attendu de ce Ministère qu'il fasse le point sur le transfert des ressources financières nécessaires à l'exercice par les communes, des compétences qui leur ont été transférées en 2012 en matière des travaux de cantonage. ●

PDPP III

Lancement officiel à Kribi



Les résultats attendus de la 3^e phase du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) sont tributaires de l'implication de tous les acteurs.

La Ministre des Affaires Sociales, Pauline Irène Nguene a présidé le 12 août 2016 à Kribi l'atelier de lancement officiel de la troisième phase du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP), en présence du Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif (PNDP) et de près de deux cents acteurs impliqués dans la mise en œuvre de cet important volet des activités du PNDP: Sous-Préfets, Maires, Délégués régionaux et départementaux, Chefs de service d'action sociale et Leaders pygmées de toutes les communes bénéficiaires.

A cette occasion, la Ministre a souligné la nécessité d'une harmonisation de la compréhension des enjeux liés au Plan de développement des peuples de la forêt, pour une pleine implication de ces différents acteurs. Les résultats attendus s'inscrivent en droite ligne des objectifs assignés au gouvernement par le Chef de l'Etat.

Le PDPP a pour objectif de veiller à ce que le processus de développement engagé favorise le respect total de la dignité, des droits de la personne et la culture des peuples autochtones. De manière

spécifique, il sera mis en œuvre autour de quelques composantes opérationnelles, visant à améliorer les conditions de vie de ces populations vulnérables.

Dans le cadre de la troisième phase, le Plan de Développement des Peuples Pygmées s'étendra à six (06) nouvelles Communes, portant ainsi le nombre total de communes bénéficiaires à 37. Il s'agit notamment des communes d'Akom II, Niété, Campo, Bipindi, Lolodorf, Lokoundjé, Djoum, Mintom, Oveng, Bengbis, Meyomessi, Kribi 1^{er} et Efoulam ; Meyomessala, Ma'an, Mvangan (Région du Sud) ; Abong-Mbang, Atok, Dimako, Doumé, Gari-Gombo, Lomié, Mbang, Messamena, Messok, Mindourou, Moloundou, Ndélé, Ngoyla, Nguelebok, Salapoumbé, Somalomo, Yokadouma (Région de l'Est); Eséka, Messondo, Makak et Ngambé-Tikar (Région du Centre).

Dans le cadre de la troisième phase, le Plan de Développement des Peuples Pygmées s'étendra à six (06) nouvelles Communes, portant ainsi le nombre total de communes bénéficiaires à 37.

Le PDPP est mis en œuvre sur la base des plans d'action élaborés à la suite d'un diagnostic participatif et du consentement libre, préalable et informé des bénéficiaires. Au cours des deux phases précédentes, des activités spécifiques ont été mises en œuvre autour de 05 composantes principales, à savoir la citoyenneté, la santé, l'éducation, l'agriculture et la gestion des produits forestiers non ligneux, le dialogue intercommunautaire et la sécurisation foncière. Avec la commune au centre du dispositif.

En clôture de l'atelier, le Coordonnateur National a invité les différentes parties prenantes à regarder dans la même direction pour l'atteinte des résultats attendus du PDPP 3. Pour ce faire, elle a rappelé l'ancrage des actions du PNDP, qui elles-mêmes s'inscrivent dans le cadre du processus de décentralisation. ●

PNDP III

Caravane de lancement dans les 10 régions



Le Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif (PNDP) est descendu sur le terrain dans les dix Régions du pays pour lancer la 3^e phase du PNDP.

Le Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif (PNDP), Marie Madeleine Nga, a débuté le 10 juillet 2016, une mission dans les 10 régions du pays.

A chacune des escales, la centaine de participants en moyenne a été édifiée sur le bilan exhaustif du PNDP II et les défis et innovations de la phase III.

Lors de l'escale inaugurale de Douala, dont la cérémonie a été présidée le 11 juillet 2016 par le Gouverneur de la Région du Littoral, Samuel Ivaha Diboua a engagé les maires « à veiller ou rendre fonctionnels tous les ouvrages réalisés au cours de la phase 2 qui s'achève. Il me semble inacceptable et inconcevable, dans un contexte de rareté de ressources, de prétendre à de financements additionnels, si on n'a pas fait bon usage des ressources antérieures. Je crois que c'est le prix minimum de votre engagement au processus initié par le PNDP ». Propos repris par Bernard Okalia Bilai, Gouverneur de la région du Sud-Ouest le 12 juillet qui lui, a insisté pour que les Maires fassent preuve de « plus de transparence dans leur gestion, améliorent leurs recettes propres par une meilleure exploitation de la fiscalité locale, renforcent la communication avec les populations ainsi que leur redevabilité ».

A Bertoua le 14 juillet, le Gouverneur Grégoire Mvongo a salué l'action du PNDP depuis 2010, date de lancement du programme dans cette région. Il a été imité le 15 juillet par Félix Nguete Nguete, Gouverneur de la région du Sud, qui a souhaité que les sectoriels soient davantage disponibles pour accompagner la mise en oeuvre du PNDP, sachant que le respect des normes sectorielles dans la réalisation des microprojets est tributaire de leur implication réelle.

A Bamenda le 26 juillet, le Gouverneur Adolphe Lele Lafrique, a rappelé à quel point les populations sont dans l'attente des réalisations des communes visant à améliorer leurs conditions de vie, d'où la nécessité de tirer le meilleur du Programme. Un jour plus tôt à Bafoussam, c'est le Gouverneur Awa Fonka Augustine qui formulait le vœu de voir le PNDP obtenir davantage de financements pour prendre en charge des préoccupations nouvelles.

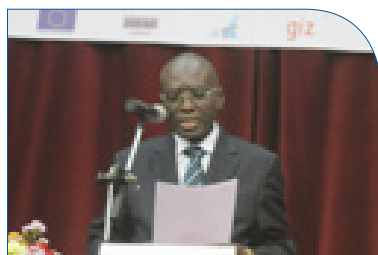
Dans la région de l'Extrême-Nord le 02 août, le Gouverneur Midjiyawa Bakary a fait remarquer l'importance d'impulser un changement de paradigme de développement à la base pour espérer lever des financements additionnels. Au Nord le 04 août, le Gouverneur Jean

Abate Edi'i a salué le témoignage poignant du Maire de Dembo, qui a rappelé que la construction de sept forages pastoraux par le PNDP a permis de solutionner un problème centenaire. Dans l'Adamaoua le 05 août, le Gouverneur Kildadi Taguieke Boukar, qui a d'ailleurs modéré les échanges, a rappelé aux maires l'obligation de rendre compte de l'utilisation qui est faite des fonds publics mis à leur disposition, par des exigences élevées de gouvernance.

La région du Centre a bouclé le 11 août 2016 cette caravane de lancement officiel du PNDP III dans les 10 Régions du pays, sous la présidence du Gouverneur Joseph Otto Wilson qui, en plus d'avoir modéré les échanges, a reçu des cadeaux de la part des maires.

A ces différentes occasions, Marie Madeleine Nga a rappelé que l'action du Programme répond à un objectif phare du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), notamment le point portant sur le processus de décentralisation. C'est ce qui justifie la nécessité, pour tous les acteurs de la mise en oeuvre du PNDP, de travailler à l'atteinte du cadre de résultats attaché à cette phase dite de consolidation. ●

Lancement du PNDP III à Yaoundé



Gouverneur du Centre



Coordonnateur National du PNDP



4e Adjoint au Dél. Gvt de Yaoundé



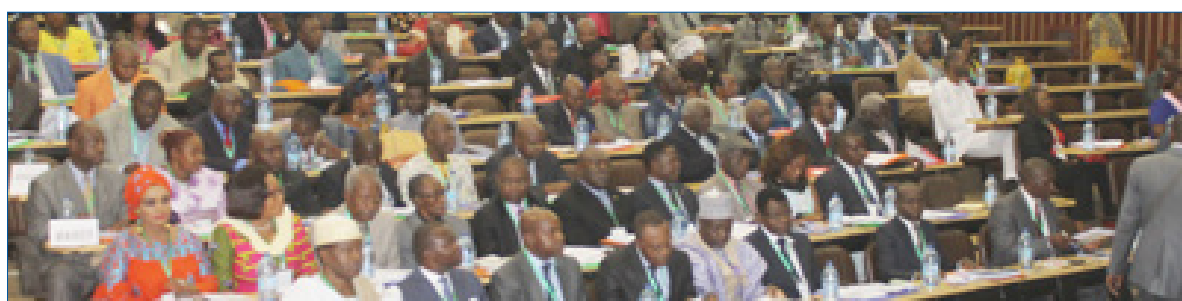
Vice-Président de CVUC Centre



Remise des cadeaux



Témoignage du Maire de Mfou



Une vue des participants

Lancement du PNDP III à Bafoussam



Gouverneur de l'Ouest



Coordonnateur National du PNDP



Secrétaire Général de la CU de Bafoussam



Secrétaire Général de CVUC Ouest



Témoignage du Maire de Bafoussam 2e



Coordonnateur PNDP Ouest



Une vue des participants

Lancement du PNDP III à Douala



Gouverneur du Littoral



Coordonnateur National du PNDP



Rep du Délégué du Gvt de Douala



Président de CVUC Littoral



Coordonnateur PNDP Littoral

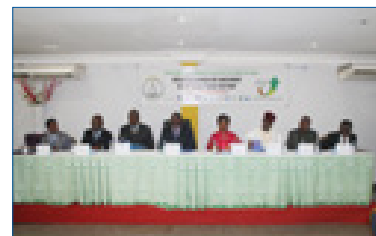


Table d'honneur



Une vue des participants

Lancement du PNDP III à Bertoua



Gouverneur de l'Est



Coordonnateur National du PNDP



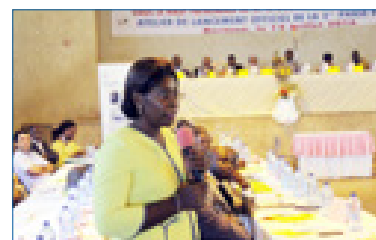
Secrétaire Général de la CU de Bertoua



Président de CVUC Est



Témoignage du Maire de Ketté



Coordonnateur PNDP Est

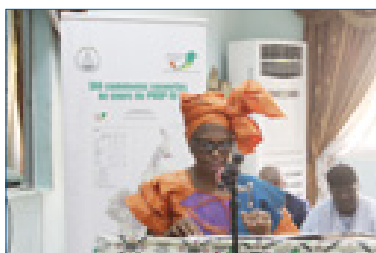


Une vue des participants

Lancement du PNDP III à Maroua



Gouverneur de l'Extrême-Nord



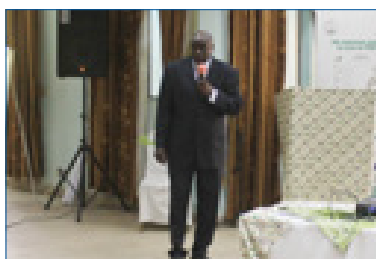
Coordonnateur National du PNDP



Délégué du Gvt de la CU de Maroua



Témoignage du Maire de Yagoua



Coordonnateur PNDP EN



Table d'honneur à Maroua



Une vue des participants

Lancement du PNDP III à Garoua



Gouverneur du Nord



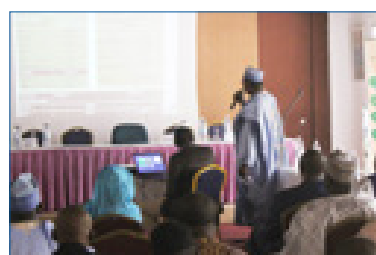
Coordonnateur National du PNDP



Délégué du Gvt de la CU de Garoua



Président de CVUC Nord



Coordonnateur PNDP Nord



Témoignage du Marie de Dembo

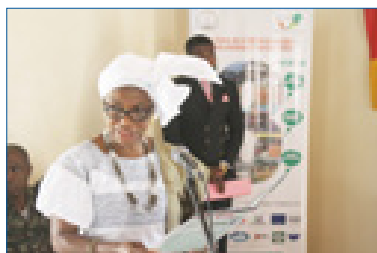


Une vue des participants

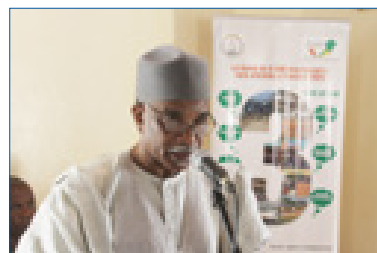
Lancement du PNDP III à Ngaoundéré



Gouverneur de l'Adamaoua



Coordonnateur National du PNDP



Délégué du Gvt de la CU de Ngaoundéré



Président de CVUC Adamaoua



Témoignage du Maire de Ngaoundéré 1^{er}



Coordonnateur PNDP Adamaoua



Une vue des participants

Lancement du PNDP III à Buea



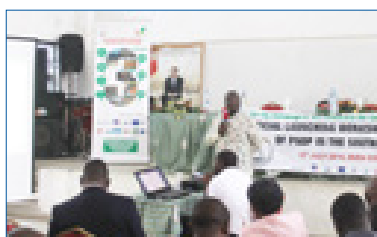
Gouverneur du Sud-Ouest



Coordonnateur National du PNDP



Adjoint au Maire de Buea



Coordonnateur PNDP Sud-Ouest

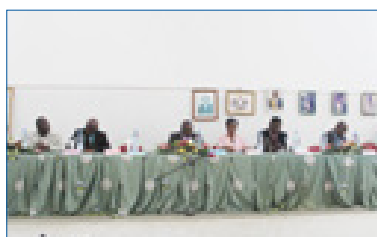


Table d'honneur à Buea



Assistance à Buea

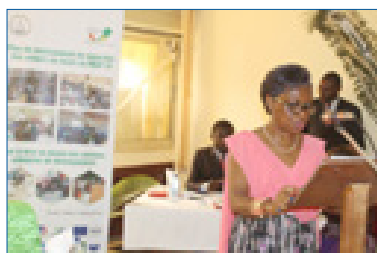


Une vue des participants

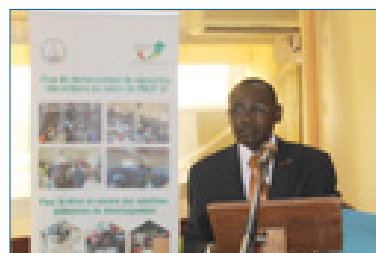
Lancement du PNDP III à Ebolowa



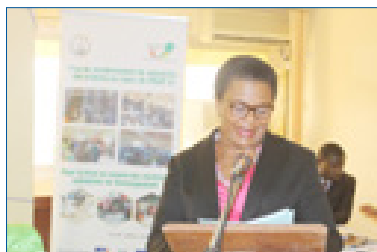
Gouverneur du Sud



Coordonnateur National du PNDP



Rep du Délégué Gvt de la CU d'Ebolowa



Représentant de CVUC Sud



Signature des conventions



Assistance à Ebolowa

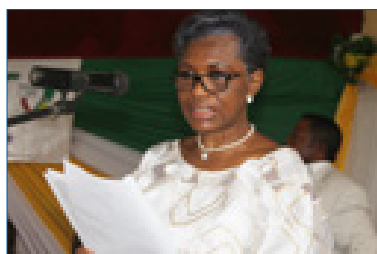


Une vue des participants

Lancement du PNDP III à Bamenda



Gouverneur du Nord-Ouest



Coordonnateur National du PNDP



Délégué du Gvt du Nord-Ouest



Président de CVUC Nord-Ouest



Coordonnateur PNDP Nord-Ouest



Table d'honneur à Bamenda



Une vue des participants



Pauline Irène Nguene, Ministre des Affaires Sociales

Nous portons un plaidoyer pour l'insertion professionnelle des pygmées diplômés



Dans le cadre de cet entretien, la Ministre des Affaires Sociales évalue le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP), en même temps qu'elle dévoile les activités à venir.



Madame la Ministre, de manière générale quel regard portez-vous sur les activités menées auprès des communes par le PNDP dans votre secteur ?

Le regard que nous portons sur les activités que mène le PNDP auprès des communes dans le Sous-Secteur Affaires Sociales ne peut être qu'encourageant. Il est clair en effet que la lutte contre l'exclusion sociale doit partir de la base, en veillant à l'implication effective des Personnes Socialement Vulnérables elles-mêmes.

A cet effet le renforcement des capacités des Collectivités Territoriales Décentralisées dans la prise en compte des besoins spécifiques de ces catégories fragiles en vue de leur autonomisation est fondamental. C'est la clef pour une croissance forte, durable et inclusive. Nous saluons particulièrement les interventions effectuées dans le cadre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) dont nous avons lancé la troisième phase le 12 août dernier à Kribi. Il importe de s'assurer que le processus de développement local engagé favorise le respect total de la dignité, des droits et de l'identité des peuples pygmées.

Les résultats des deux premières phases sont palpables, que ce soit au niveau de l'éducation, de l'insertion socioéconomique, de la citoyenneté ou du dialogue intercommunautaire. Aussi nous ne pouvons que nous réjouir de l'aboutissement heureux des négociations avec les bailleurs de fonds qui permettent d'injecter 852 millions de Francs CFA dans la réalisation d'actions multisectorielles en faveur de ces catégories défavorisées au cours de la troisième phase du PDPP.



Le Plan de Développement des Peuples Pygmées se met en œuvre avec l'implication de vos collaborateurs. Quel retour d'informations vous vient du terrain ?

Conformément à ses missions et afin de renforcer les capacités d'intervention des Services d'Action Sociale auprès des Populations Autochtones Vulnérables (SAS/PAV), qui constituent un dispositif avancé de coordination et d'intégration de l'ensemble des actions menées en faveur desdites populations dans une commune donnée, le Ministère des Affaires Sociales a en effet signé une Convention de Collaboration avec le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

Au rang des exigences contenues dans les cahiers de charge et de rendement des SAS/PAV figure le reporting. Le retour d'informations de ces collaborateurs de terrain est une condition de réussite du Plan aussi bien pour en assurer le suivi que la réorientation le cas échéant.

A ce sujet, les rapports qui nous parviennent de nos collaborateurs font état d'un renforcement de leurs moyens d'intervention ainsi que d'une amélioration substantielle des conditions de vie et d'inclusion socioéconomique des peuples pygmées. Ce qui constitue pour nous de réels motifs de satisfaction.

Néanmoins, comme vous le savez, en prélude au lancement de la troisième phase du PDPP, une mission diagnostic a été effectuée conjointement par le PNDP et le MINAS pour évaluer la mise en œuvre du PDPP 2. Les insuffisances et difficultés qui impactent le rendement de certains SAS/PAV ont été examinées. Des corrections sont entrain d'y être apportées, afin de garantir leur efficacité.



D'importants moyens ont été mis à disposition par le PNDP aux Chefs service de l'Action Sociale nommés par le MINAS, notamment des motos tout terrain, du matériel informatique. Qu'est-il possible d'envisager pour améliorer le rendement de ceux-ci pour l'atteinte des résultats escomptés dans le cadre du PDPP et de leurs

missions d'accompagnement social ?

Ainsi que nous avons eu à le rappeler lors du lancement de la troisième phase du PDPP, les Services de l'Action Sociale auprès des Populations Autochtones Vulnérables sont au cœur de l'opérationnalisation de ce Plan et le Ministère des Affaires Sociales apprécie à sa juste valeur la dotation de ces services en matériel roulant et informatique.

A titre de rappel, cette dotation participait d'un processus global de renforcement des capacités desdits Services. Pour une plus grande performance, il est question de poursuivre les actions de recyclage et de perfectionnement des SAS/PAV en matière d'intervention sociale en direction de communautés humaines spécifiques. De même la mise en œuvre des cahiers de charge et de rendement élaborés en 2014 doit faire l'objet d'un meilleur suivi, dans une optique de gestion axée sur les résultats.

Il s'agit désormais pour ceux-ci d'établir un pont de performance entre le rendement attendu dans l'exécution de leurs Plans d'Actions PDPP et les valeurs-cibles que nous nous sommes fixés dans la mise en œuvre des programmes ministériels.

Car comme je l'ai souvent rappelé aux collaborateurs, ils seront évalués, appréciés ou sanctionnés en fonction de leurs performances qui doivent s'inscrire en droite ligne de la mise en œuvre du Budget-Programme.



Avec le travail mené dans la composante Education du PDPP, une élite pygmée est en train de se constituer. Mais celle-ci a du mal à trouver du travail. Qu'est ce qui peut être fait pour leur insertion socioprofessionnelle, y compris leur intégration à la fonction publique, à titre exceptionnel ou non ?

Le travail abattu dans la composante Education du PDPP est en effet admirable. Au cours de la célébration





de la 22^{ème} édition de la Journée Internationale des Populations Autochtones qui portait précisément sous le thème « *les Populations Autochtones et leur Droit à l'Education* », nous avons pu toucher du doigt les avancées dans ce domaine, qui font état notamment de la scolarisation de 5250 enfants pygmées dans le cycle primaire et 350 dans le secondaire. En ce qui concerne la formation professionnelle, on note là aussi des progrès avec une quinzaine d'enfants formés dans les écoles professionnelles dans le secteur des eaux et forêts, de la santé, de l'enseignement.

C'est un pas important qui, nous en convenons, doit être complété par celui de l'insertion professionnelle de ces jeunes et ce n'est pas une problématique propre aux jeunes Pygmées. Toutefois, les concernant spécifiquement, le MINAS a engagé un plaidoyer en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Certains ont déjà pu l'être à la fonction publique. Il est également question de les encourager à mener des activités génératrices de revenus. Lors de notre visite de travail dans le département de l'Océan du 12 au 13 août dernier, nous avons été impressionnés par les exploitations agricoles de jeunes hommes et jeunes femmes Pygmées. Ils sont passés de charges sociales à créateurs de la croissance et constituent des exemples dans leurs communautés. C'est dire que le plaidoyer du MINAS va aussi bien

en direction des administrations publiques, privées que des partenaires au développement.

Nous entendons en tout cas nous saisir des recommandations du Comité Intersectoriel de Suivi des Programmes et Projets impliquant les Populations Autochtones Vulnérables (CISPAV) qui en était à sa 3^{ème} session le 02 août dernier, pour renforcer la synergie entre les différents intervenants afin de trouver des solutions durables à la question de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés issus des communautés pygmées.

? La mise en œuvre des interventions en faveur des peuples pygmées et plus globalement des populations autochtones vulnérables, se heurte à un certain nombre de difficultés d'ordre structurel, en l'absence d'une politique de discrimination positive. Où en est-on avec le processus d'élaboration de la politique de solidarité nationale?

Comme vous le savez, la Politique Sociale du Président de la République, Son Excellence Monsieur Paul BIYA est axée prioritairement sur la Solidarité Nationale et la Justice Sociale comme gages d'une émergence à visage humain de notre pays à l'horizon 2035. A cet effet, le MINAS a engagé un travail d'élaboration d'un document de solidarité nationale qui a fait l'objet d'une validation intersectorielle en

décembre 2014. Le processus de vulgarisation et d'appropriation dudit Document de Politique de la Solidarité Nationale est en cours depuis 2015.

Il est question dans les prochaines semaines, de procéder à la validation d'un plan d'action opérationnel des axes identifiés dans le Document de Politique. Le PNDP de par ses missions et son expertise, fera partie des principaux contributeurs de cette activité.

Nous entendons par la suite, dès l'année prochaine, lancer une étude en vue de l'opérationnalisation des mécanismes de solidarité nationale tels qu'identifiés dans le Document de Politique.

Dans la même veine, la stratégie que nous implémentons au Minas depuis ce début d'exercice, à savoir la promotion de l'Entrepreneuriat Social vient donner un nouveau relief à ce chantier, en encourageant les initiatives privées qui sont complémentaires à l'action sociale publique et non pas concurrentielles comme cela a pu malencontreusement être perçu par le passé.

A travers la plus-value que nous offre l'entrepreneuriat social, nous entendons capitaliser notre action de plaidoyer en direction de tous les acteurs publics et privés en vue de la pleine contribution des personnes socialement vulnérables à l'émergence de notre pays à l'horizon 2035. Et les populations autochtones vulnérables en font partie.



Solutions endogènes

Les populations s'approprient le développement local

« Le PNDP n'est pas un programme d'infrastructures », n'a cessé de marteler Marie Madeleine Nga, Coordonnateur National du PNDP au cours de la caravane de lancement officiel de la troisième phase du PNDP dans les dix régions du pays. Un propos qui a fait sursauter plus d'un, alors que c'est justement la phase visible de cet iceberg, cœur de métier du Programme qui est l'appui des communes du Cameroun à la maîtrise d'ouvrage. Vaste chantier qui prend essentiellement en charge le principal défi des acteurs du développement : l'homme.

Car en déplaçant la focalisation du béton à la matière grise, le PNDP touche à ce qui est le moteur du développement local : les communautés. Dans le cadre du PNDP, les communautés ont toujours occupé une place particulière. Elles ont fait l'objet en première phase des Plans de Développement Locaux qui leur donnaient la possibilité de financer de manière participative les ouvrages réalisés dans leur environnement. Puis en deuxième phase, elles ont été invitées à se fonder dans la municipalité car il

fallait renforcer dans l'esprit de tous les acteurs l'institution communale, comme d'ailleurs le consacre la Constitution.

Toutefois, financer le développement n'est pas une sinécure et les communautés sont le premier niveau de solution de ce financement. C'est pourquoi la troisième phase du PNDP, qui est une phase de consolidation des acquis a remis les communautés au cœur du dispositif gagnant. Par une meilleure appropriation des solutions endogènes de développement, les communautés se donnent une chance de faire un important pas qui ne demande qu'à être soutenu par la commune premièrement, les autres acteurs du développement ensuite, et enfin l'Etat.

La troisième phase du PNDP entend primer les communes qui s'approprient le mieux les méthodes et outils du Programme. Et il est attendu des communes qu'elles fassent de même avec les communautés qui s'approprient et mettent en œuvre les solutions endogènes de développement local.

Le reportage effectué dans les

régions du Centre, du Littoral, du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Sud-Ouest a permis de découvrir qu'il y a des communautés où cette appropriation est déjà effective. A Zakan par Deuk où un Comité de Concertation a entièrement mis en œuvre les solutions endogènes identifiées lors de l'exercice de planification. A Koupa par Koutaba, où une Association des Parents d'Elèves et Enseignants a construit à elle seule tout un lycée avec 14 salles de classe à raison de deux par an. A Nkong-Ngam par Bangangté, où en quelques années, un comité de gestion a fructifié un don de 5 bœufs et vaches pour en faire un troupeau dont la bouse a enrichi les sols et amélioré les rendements des champs, poussant la communauté à étendre cette vue commune des problèmes et solutions à tous les aspects de leur vie. A Baligham par Santa, où grâce à l'implication quotidienne du Chef Supérieur, les populations s'évertuent à entretenir une route qui a désenclavé la localité. Ces exemples et bien d'autres sont à lire dans le dossier de la rédaction. ●

Les populations s'approprient le développement local

Le village Tsongo prend son destin en main

Ce comportement résulte de la bonne exécution de l'exercice de planification par l'Organisme d'Appui Local (AOL).

Imaginez un village où la seule élite connue est secrétaire dans un cybercafé à Bafia. Vous comprendrez la détermination des populations du village Tsongo dans la commune de Deuk, département du Mbam et Inoubou, région du Centre. Pour les populations de ce village, leur destin et les clés de leur réussite ne résident pas dans d'autres mains que les leurs. Cette prise de conscience donne des résultats appréciables. Le Président du Comité de Concertation (CC), André Awata, témoigne de la détermination de son équipe après le passage des planificateurs du PNDP qui, lors du diagnostic participatif niveau village, dans le cadre de l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD), a pris à bras-le-corps les solutions à mettre en œuvre.

Le visiteur qui entre dans ce village de 757 personnes, selon les statistiques du CC, remarque les haies vives faites

en bambous de Chine et qui s'étirent le long du village. Il s'agit là de la première phase d'une opération qui permettra de mettre des fleurs le long du village pour le rendre beau.

Les opérations engagées par le CC sont nombreuses. Au niveau de l'hygiène et la salubrité, on a l'opération «*un ménage, une latrine*». Une commission s'assure aussi de la propreté dans les cuisines du village en infligeant des amendes aux femmes indécates sur le point de la propreté. Le village vit de la culture du cacao et de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) à l'instar du «*Djangsan*». Toutefois, la mauvaise gestion des revenus par les hommes avait créé et accentué l'usure. Celle-ci faisait qu'un grand cacaoculteur qui avait dépensé tous ses revenus se trouvait obligé d'hypothéquer sa plantation pour 03 ans contre un modique prêt de 100 000 FCFA. Pour

remédier à un problème, une caisse de solidarité et de développement a été mise sur pied. Les habitants du village peuvent y faire des emprunts parce qu'ayant préalablement pourvu à la constitution des dépôts. La dynamique d'implication des populations issues de la planification, fait que tout le village apporte sa modeste contribution aux activités de mise en œuvre des solutions endogènes. C'est le cas de maman Emilienne Dong qui, malgré ses 79 ans, dit faire l'effort d'aller dans son champ chercher du «*Djangsan*» pour modestement appuyer le CC.

D'autres projets sont en train d'être menés par le CC, notamment la construction en matériaux provisoires de l'école maternelle et la création d'espaces de jeux pour les enfants et les jeunes. ●



Gabriel Keedi
Maire de Deuk
«*La mairie a pris l'engagement d'accompagner les populations*»

Les populations de Tsongo et Zanka sont les plus avancées en matière de recherche de solutions à leurs problèmes. La mairie a pris l'engagement de les accompagner. Aujourd'hui, ils sont des exemples dans l'ensemble des villages. Les populations ont compris qu'elles doivent résoudre elles-mêmes leurs problèmes.



André Awata
Président du Comité de Concertation du village Tsongo

«*Nous achetons la craie et les cahiers pour l'école publique*»

En collaboration avec le bureau de l'APEE, nous suivons les projets de construction de l'école primaire. Le financement des travaux viennent des populations. Et nous avons créé une caisse pour les rentrées scolaires. L'année dernière nous avons donné deux cartons de craie et des cahiers à cette école primaire.



Emilienne Dong
79 ans, Habitante de Tsongo village
«*J'apporte un soutien financier pour l'achat du matériel à l'école*»

Je participe grâce à la vente des produits de mes champs. Et lorsqu'il y a une contribution pour l'école des parents, je participe aussi. Dans la caisse de rentrée scolaire, j'apporte un soutien financier pour acheter le matériel à l'école et contribue aussi à l'achat des fournitures des petits-enfants.

Les populations s'approprient le développement local

Le village Zakan a achevé son tableau de solutions endogènes



Entraînés par le dynamisme de leur leader, les membres du Comité de Concertation font montre d'une mobilisation et d'une discipline éprouvées.

« *Soutila, Soutila* », l'expression veut dire sortez de ma concession et provient du dialecte parlé dans le village Zakan, dans la commune de Deuk, département du Mbam et Inoubou, région du Centre. Les propos sont tenus par un vieux du village qui s'oppose à la construction d'un stade de football par le Comité de concertation du village. Par respect, les membres sortiront en se promettant de saisir l'autorité administrative. Il s'agit de l'un des points à l'ordre du jour de la réunion du Comité de concertation le 10 septembre 2016. Malgré des oppositions marginales comme celles là, le CC du village Zakan est déterminé à trouver des solutions

endogènes à certains problèmes au sein du village.

Beaucoup de problèmes ont déjà été solutionnés depuis le passage, en septembre 2014 de l'OAL d'accompagnement recruté par le PNDP, pour le compte de la commune. Notamment la transformation des GIC du village en coopératives, la construction d'un hangar, la construction de latrines conventionnelles. Sur ce point, on constate des avancées notables car, il y a une mise au pas progressive des populations. Si le sieur Gabriel Nah, ancien catéchiste catholique s'est arrimé en construisant deux toilettes en brique de terre avec

dallage en ciment, son voisin Kebanga à quelques dizaines de mètres, les a déjà construites en ciment avec dallage carrelé. Chez ce dernier, la comparaison est frappante entre la situation de référence et la situation finale, car l'ancien et le nouveau modèle se font face.

Le CC ici est organisé en sous-commissions. Le sous-comité d'eau collecte 500 FCFA par ménages et par mois aux 25 ménages utilisateurs du forage. Cette somme est régulièrement versée au niveau du Syndicat des communes du Mbam et Inoubou qui assure les réparations lorsque les pannes sont au dessus des moyens du CC. ●



Dieudonné Nyinga

Président du Comité de Concertation du village Zakan

« Nous prenons

notre destin en main »

Le CC voit le jour après les 4 jours de travaux intenses passés avec l'OAL dans notre village. Nous nous sommes attelés à l'exécution des solutions endogènes au point de les épuiser. Nous prenons notre destin en main.



Gabriel Kebanga

Habitant Village Zakan

« J'ai construit une latrine en parpaings »

Avant j'avais une latrine traditionnelle et les enfants déféquaient partout. Avec les recommandations du CC qui prône des latrines conventionnelles, j'en ai construit une en parpaings et avec des carreaux.



Amandine Dimtsi

Habitante Village Zakan

« Chacun cherche l'argent pour payer les maîtres

des parents »

Notre communauté a pris conscience que si elle ne fait rien personne d'autre ne viendra le faire. C'est à partir de l'agriculture et de l'élevage que les femmes participent à la résolution des problèmes dans le village.



Les populations s'approprient le développement local

Le village Olong maintient son forage

Voilà 6 ans que le Comité de gestion fait fonctionner l'ouvrage qui a d'ailleurs été repeint.

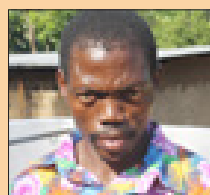
Dans le souvenir des populations, l'ouvrage a eu au moins une année de non fonctionnement. Cette difficulté couplée à l'indélicatesse du précédent Comité de gestion (COGES) a amené le village à mettre sur pied, depuis l'année 2014 un nouveau COGES. Celui-ci a détecté la panne et l'a fait réparer. Depuis cette date, l'ouvrage fonctionne à merveille. D'où la rigueur extrême de Jeanne Bandobo épouse Fouda, fontainière. Le 10 septembre dernier, elle s'assurait attentivement que

ceux qui puisent l'eau sont ceux-là qui sont à jour de leurs contributions mensuelles de 500 FCFA par ménages et qu'en plus ils ont pris part aux travaux réguliers de désherbage autour du forage.

Une bagarre manquera de dégénérer avec une dame du village qui s'est vue refuser catégoriquement l'accès au point d'eau. Des scènes comme celle-là, la fontainière dit en vivre régulièrement. Elle a souvent été bastonnée par plus fort qu'elle. Malgré cela, elle ne baisse pas les

bras. Elle dit travailler pour le bien de la communauté.

19 ménages au moins sont rattachés à ce point d'eau. Ici, on ne badine pas avec l'entretien. Surtout la propreté autour et à l'intérieur de l'ouvrage où il est recommandé de se déchausser systématiquement. La technique de pompage n'est pas à son optimum, mais il y a une volonté de parfaire le dispositif d'une pompe dont le souvenir de la longue interruption reste frais dans les mémoires. ●



Janvier Ekogo Ekogo

Président COGES Olong

« L'ancien Président ne travaillait pas »

Le précédent président ne travaillait pas. Depuis que la gestion du forage nous a été confiée, nous assurons la collecte des contributions. En cas de panne, nous n'allons même pas réfléchir aux moyens de financement, parce qu'on a déjà de quoi réparer notre forage.



Bienvenu Belomo

Chef du village Olong

« Celui qui ne participe

pas à l'entretien de la pompe est sanctionné »

Il y a six ans que nous avons ce point d'eau grâce à l'investissement du PNDP. Le niveau de maladie a baissé au sein des familles. Nous sommes très contents parce que nous avons l'eau potable à côté de nos habitations. Tout le monde doit participer à l'entretien de la pompe s'il ne le fait pas on le sanctionne.



Joseph Okali

Artisan réparateur

« Je suis l'artisan réparateur de deux forages »

J'étais le premier à détecter un problème au niveau du débit de l'eau. Il a fallu rallonger les tuyaux pour solutionner le problème. Je suis l'artisan réparateur de ce forage et d'un autre construit sur Budget d'Investissement Pubic (BIP) à deux kilomètres d'ici.

Les populations s'approprient le développement local

Le village Evodoula 1 investit dans la jeunesse

Le Comité de Concertation a construit une école maternelle en matériaux provisoires.

Les enfants de la petite section de cette école semblent studieux. L'enseignement est participatif et la maîtresse voudrait voir chaque enfant décrire le dessin au tableau et qui présente une salle de classe entourée de la verdure et du drapeau.

Simplice Mvondo Biolo et ses camarades ont la chance d'avoir des parents organisés dans un Comité de concertation qui a décidé en premier, de régler le problème de la longue distance que les enfants devaient parcourir pour aller à l'école maternelle. A la suite du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) et

du tableau des solutions villageoises, les parents ont décidé de ne pas attendre que l'Etat vienne construire les bâtiments d'une école qu'il a créée une année auparavant. Les populations ont décidé de construire deux salles de classe en matériaux provisoires. Certains ont apporté du carburant pour la tronçonneuse, d'autres ont scié le bois pour l'école qui est en planches, d'autres ont apporté des tôles, des clous, etc. Au bout du compte, une école maternelle de deux bâtiments en bois comportant une petite section et une grande section. Pas loin du bâtiment, des toilettes propres à deux compartiments en tôles.

Le maire dit avoir été touché par cet engagement énergique d'une communauté qui a pris un problème à bras-le-corps. La commune n'a pas hésité à les appuyer en cimentant le sol et en remplaçant certaines tôles. Cela fait trois ans que les enfants de la maternelle se succèdent dans ce petit cadre propre. Une belle initiative pour ce village qui était le « village zéro » dans le cadre du DPNV. D'autres initiatives sont en cours au sein de ce Comité. Elles ont trait à la route et à l'hydraulique. ●



Armand Ongolo
Maire d'Evodoula
« L'Organisme d'Appui Local a effectué un bon travail »

La résolution des problèmes par les populations locales n'est pas le fruit du hasard. C'est la preuve que l'Organisme d'Appui Local (OAL) a effectué un bon travail. Les populations ont à cœur de trouver les premières solutions aux problèmes identifiés.



Désiré Abeng Ndjodo
Président du Comité de Concertation Evodoula 1

« L'école maternelle a été construite à 90% par les populations »

À ce jour nous avons conduit beaucoup de projets : les puits d'eau, le cantonage et le plus grand projet c'est l'école maternelle du village. Même les plus démunies contribuent. Nous continuons à travailler pour améliorer les conditions de vie des populations.



Marie Blandine Tassi
Directrice de l'Ecole maternelle d'Evodoula 1

« Les parents eux-mêmes ont construit leur école »

Je suis à mon premier poste de directrice. Ce sont les populations qui assurent la propreté de l'école. Elles sont très dynamiques. Ici les populations savent que l'Etat ne peut pas tout faire. Les parents eux-mêmes ont construit leur école. Ils n'ont pas attendu l'Etat comme dans d'autres localités.



Les populations s'approprient le développement local

Grâce au COGES, le cercle municipal égaie la ville

Le cercle municipal, très bien entretenu, est le point lumineux qui concentre modernité et petits plaisirs à Nguibassal.

« Formidable, agréable. C'est un jour magique que je n'oublierai jamais ». Ainsi s'exprime Jacqueline Ntep qui s'est mariée, il y a 02 ans, à l'âge de 24 ans dans la salle du cercle municipal de Nguibassal. Le couple en garde un souvenir inoubliable, s'estimant être des privilégiés, dans un environnement où les mariages se faisaient jusque-là en plein air. En arrivant à l'hôtel de ville de Nguibassal, dans cette commune encore en construction, le visiteur est happé par l'odeur agréable d'un mets qui promet d'être succulent. C'est que «Ma-fi», de son vrai nom Fidèle Ngo Lissouck apprête un bouillon de chèvre annoncé au menu du jour dans la cuisine de ce bâtiment qui jouxte la mairie. Pour accompagner ce repas, du plantain coupé de l'un des 250 pieds de banane plantain mis en

terre par le Comité de gestion et qui entourent l'édifice. Comme l'explique le gérant, le Comité a voulu sortir des ruptures fréquentes de tubercules en produisant lui-même son plantain. Cette action constitue l'une de celles qui permettent de maintenir en bon état cet ouvrage depuis 03 ans qu'il a été construit, par le PNDP, pour le compte de la commune.

Ce 07 septembre 2016, il est 13h et le restaurant du cercle municipal, qui comprend aussi trois chambres à coucher, commence à être pris d'assaut par les enseignants du Lycée moderne de Nguibassal, le personnel de la gendarmerie et quelques visiteurs dans la ville. Le site est agréable et constitue, pour cette clientèle, un cadre de discrétion paisible, loin des gargottes à l'hygiène douteuse. Pour Ibock Kwe, le censeur

du Lycée, rencontré sur le site, le cercle municipal chasse le dépaysement et constitue, pour les enseignants un lieu de regroupement qui permet de regarder la télévision avant d'aller préparer les leçons du lendemain. Cet environnement a contribué à retenir les jeunes enseignants à leur poste de travail. Car il faut dire que la commune de Nguibassal est encore jeune et souffre d'un manque criard d'infrastructures. La salle est donc fortement sollicitée pour de nombreuses manifestations. Par exemple, le Préfet du Nyong et Kelle a décidé de lancer la campagne cacaoyère dans cette salle, et c'est dans ce même cadre qu'a été organisée la cérémonie d'installation du Sous-préfet il y a quelques mois. ●



Richard Abena
Sous-préfet de
Nguibassal

« Le PNDP nous a doté d'un cadre idéal »

Notre unité administrative est en construction. Les besoins sont donc énormes dans plusieurs domaines. Et le cercle municipal construit par le PNDP et la mairie est un cadre idéal pour l'ensemble des populations et des autorités. Il s'agit d'un édifice important pour la ville.



Marie Pascale Mbock Mioumdé
Maire de
Nguibassal

« Nous avons plusieurs comités locaux de gestion de nos ouvrages »

Nous nous sommes organisés en plusieurs comités locaux de gestion de nos ouvrages. C'est ainsi qu'il y a des comités de gestion de l'eau, un comité local de route. Les populations sont donc impliquées tant dans le contrôle des ouvrages mais aussi financièrement pour l'achat des matériaux.



Thomas Junior Lissouck
Planteur à
Nguibassal

« Le cercle municipal est ouvert à toutes

les associations légalisées »

Le cercle municipal de Nguibassal est un espace ouvert à tous. On y organise des mariages, des réunions et autres cérémonies communautaires. Toutes les associations légalisées par le Sous-préfet sont autorisées à tenir leurs réunions dans la salle du cercle municipal.

Les populations s'approprient le développement local

Le village Mekom exporte les clés de la durabilité des ouvrages

Son expérience dans la gestion des ouvrages hydrauliques est une formule à suivre dans d'autres localités.

Trois ans que le projet de construction d'un puits équipé d'une pompe à motricité humaine a été réalisé au village Mekom, dans la commune d'Afanloum, région du Centre, sans qu'aucune panne ne vienne troubler son fonctionnement. Le fait est suffisamment rare pour être souligné et a suscité la descente de l'équipe de reportage.

A cette réussite, s'adossent 02 facteurs principaux. L'accès à la pompe est strictement interdit aux enfants d'une part, la technique de pompage prescrite par le Comité de gestion est rigoureusement respectée. Il s'agit d'avoir un rythme

régulier de pompage en évitant de cogner la manivelle contre la butée d'autre part. Pour Dagobert Abee Meke, le président du COGES, ce forage est un bien tellement précieux pour ce village qu'il ne viendrait à l'idée de personne de le dégrader. Les heures d'ouverture et de fermeture sont elles-aussi réglementées : 06h à 08h en matinée et 16h à 18h en soirée. Est aussi proscrit, l'accès à la pompe avec des chaussures. L'intérieur de la pompe est aussi propre qu'une chambre à coucher. Pour entretenir l'ouvrage, chaque ménage apporte une contribution de 250 FCFA par mois. Le COGES tient un cahier pour le contrôle, la collecte et les assises. En période de vacances scolaires, on

observe une légère baisse de pression qui oblige à rationner l'eau. Chaque ménage ne peut avoir que 25 litres d'eau par jour pour la consommation. Le dynamisme de ce Comité de gestion s'étend aux associations du village avec une opération baptisée « *Opération Mekom propre* ». Les femmes de la localité défrichent tous les jeudis, les abords des routes du village pour faciliter la circulation des véhicules et l'écoulement de leurs produits vivriers. A en croire Gisèle Meyanga Noah, maire de la commune d'Afanloum, le souvenir pénible du difficile écoulement des produits champêtres est un motif suffisant d'engagement de ces femmes. ●



Gisèle Meyanga Noah
Maire d'Afanloum

« Nous faisons des descentes régulières pour

apprécier le fonctionnement des COGES »

Nous faisons des descentes régulières pour apprécier le fonctionnement des COGES et la mise en œuvre des solutions endogènes. Les femmes mettaient deux jours pour atteindre Yaoundé avec leurs produits. D'où la motivation qu'elles ont à arranger la route.



Dagobert Abee Meke
Président du Comité de Gestion du puits, village Mekom

« Nous avons créé une caisse pour l'entretien du puits »

Ce puits construit par le PNDP est le début d'une vie nouvelle pour nous. Avant il fallait parcourir plusieurs kilomètres pour avoir de l'eau potable. Depuis 2013, nous ne connaissons plus de difficultés. Et pour l'entretien, nous avons créé une caisse pour supporter les charges en cas de panne.



François Fama Ndongo
Chef du village Mekom

« J'interviens quand certains habitants ne

respectent pas les règles »

J'ai une double posture. D'abord en tant que conseiller au sein du Comité de Gestion et je suis aussi chef du village. J'interviens quand certains habitants ne veulent pas respecter les règles. Il faut que chaque foyer verse 250 FCFA par mois. Et il est interdit aux enfants de puiser l'eau. Ce sont des personnes responsables dans chaque foyer qui viennent puiser de l'eau.

Les populations s'approprient le développement local

Les populations construisent un lycée à Koupa

Déterminés à doter les enfants d'un bon cadre pour les études, les parents d'élèves de Koupa ont construit un lycée à cycle complet.

C'est l'histoire d'un CES, aujourd'hui lycée, créé en 2005 et dépositaire de 02 salles de classes construites pour le compte de la commune, par le PNDP. 11 ans après, l'établissement compte 14 autres salles de classe construites grâce à l'énergique contribution du Comité de concertation de Koupa. Le lycée est tellement important pour eux que dès le début, ils se sont réunis avec l'Association de Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) pour relever le niveau des frais d'APEE. Ceci non sans avoir préalablement sensibilisé les parents dans le village en leur expliquant qu'il s'agit là d'un «effort de guerre» pour accroître l'infrastructure et donner les chances d'une meilleure éducation aux enfants de Koupa, une localité située dans la commune de Koutaba.

Tous les parents, année après année se sont pliés à cet exercice avec tellement de bonheur et d'enthousiasme que le résultat est édifiant. Les frais prélevés par l'APEE, à travers l'opération lancée par le CC ont permis de doter le lycée chaque année d'un nouveau bâtiment de deux salles de classe, mais aussi de prendre en charge jusqu'à 12,5 million par an, de salaires de 3/4 du des enseignants de cet établissement.

Face à cette dynamique, une élite de la localité, très sensible à cette action, a apporté sa contribution personnelle en ajoutant 02 autres salles de classe. A ce jour, le lycée compte 1250 élèves de la 6^e en terminale. Les longues distances parcourues par les élèves à l'époque sont un lointain souvenir. Le Comité de concertation dit tirer les

ressources de cet engouement dans la démarche du feu maire Tamba Mouiche Aboubakar de Koutaba. N'ayant jamais mis les pieds à l'école, celui que tout le monde considère comme un sage, dirigea la commune de 1996 à 2011. Il avait alors assimilé la démarche participative du PNDP au point d'en être le porte-parole auprès de ses populations. Il leur recommandait alors, de ne pas tout attendre de l'Etat, mais de trouver des solutions au sein de la localité.

Le Comité de concertation ne s'est pas arrêté au lycée de Koupa, puisqu'il a pu rembler, à mains nues 2 km de route sur le tronçon Njika-Kagma avec de la latérite. ●



Ibrahim Ngaju Mchouwat M.

Président du Comité de Concertation du village Koupa

« Les populations s'engagent à poursuivre les œuvres du PNDP »

Quand on a vu ce que le PNDP avait réalisé, les populations et les élites se sont engagées pour poursuivre les œuvres du PNDP. Ce qui fait qu'aujourd'hui, chaque Association de Parents d'Elèves est obligée de construire au moins une salle de classe par an. Avec les approches du PNDP, on est sûr de réaliser tous nos projets.



Yofoute Yakouba

Président de l'APEE de Koupa

« L'APEE construit et équipe des salles de classe chaque année »

La construction du lycée de Koupa est une initiative des populations de deux villages. Tout a commencé par la mise à disposition du terrain. Et grâce à l'action du maire, nous avons commencé les constructions pour améliorer les infrastructures de développement. L'APEE a fixé un taux de scolarisation pour payer les salaires des enseignants mais surtout de prélever un pourcentage pour la construction des salles de classe.



Salamatou Mefiré

Trésorière du Comité de Concertation Koupa

« Aucun membre n'utilise l'argent à des fins personnelles »

L'argent est utilisé pour les besoins nécessaires au développement. Aucun membre ne garde l'argent pour l'utiliser à titre personnel. Tout est fait pour les questions de développement et les projets communautaires.

Les populations s'approprient le développement local

Le Marché central de Koutaba fait le pari de l'organisation

Grâce aux commerçants, le marché central de Koutaba peut se targuer d'être l'un des marchés les plus propres et le mieux organisé du pays.

16 ans que Pekassa Inoussa, vice-président du Comité de gestion, vend de la viande au marché central de Koutaba. Il est bien placé pour parler de l'évolution et des mutations, surtout depuis la construction, par le PNDP, pour le compte de la commune, de cette infrastructure. Il n'est pas le seul commerçant à avoir été dans le Comité de suivi de la construction du marché central de Koutaba, lequel s'est mué en Comité de gestion dès la réception de l'ouvrage. Patrick Tanga, qui occupe les hangars 1 et 2 du bloc J, fait dans l'agroalimentaire et préside le Comité de gestion du marché. Sur l'historique, il rappelle que le marché central de Koutaba, ce sont 18 hangars de 36 compartiments chacun soit 648 comptoirs, que le PNDP a construit pour le compte de la commune en 2008. Cet investissement venait compléter les 101 boutiques construites déjà en 2004 avec le concours du FEICOM. A ce jour, 03 hangars ont été transformés par le maire en 73 boutiques qui s'ajoutent

à celles du FEICOM. Ce qui fait que le marché central de Koutaba compte 174 boutiques et 540 comptoirs.

Un tel investissement, de par les recettes qu'il génère pour la commune et les commerçants, nécessite un suivi dont le Comité de gestion a fait un cheval de bataille. Ainsi, le marché a d'abord été divisé en blocs allant de la lettre A, à la lettre O. Un rayon et un espace spécifiques donc pour chaque type de produits ou d'articles. Le bloc C pour les poissons secs, K pour les vivres, N pour les chaussures.

Le Comité de gestion est représenté dans chacun de ces blocs par un responsable qui assure le suivi de la feuille de route. Propreté, ordre et dégradation éventuelles sont des éléments prioritaires. Pour la sécurité, une cotisation de 500 FCFA par mois et par commerçant est instituée pour le paiement des vigiles du marché. La boutique N°49 abrite le bureau du Comité de gestion du marché. Nous y retrouvons Zacharie Younkou,

membre du COGES et surtout responsable en charge des conflits au sein du Comité. Il explique qu'il est le premier stade de règlements des conflits qui ont souvent trait aux emplacements et parfois aux vols de tomates d'une commerçante par une autre, pour les plus récents. Le mercredi et le dimanche sont des jours de grands marchés qui accroissent le nombre de vendeurs.

Pour cela aussi, le COGES a tout prévu, puisque les vastes allées du marché sont modulables. 6 blocs de 10 carrés de 1m chacun sont prévus pour l'installation de tablettes que les commerçants des grands jours apportent avec eux. Tous ces aspects se gèrent aisément au sein du COGES. Seul bémol, dont la solution est en cours de traitement définitif, la question de l'électricité pour laquelle le COGES a saisi la commune afin que de meilleurs branchements soient faits afin d'éviter d'éventuels incendies causés par des branchements anarchiques. Un bel exemple à suivre. ●



Ibrahim Kouptaptou

Maire de Koutaba

« Koutaba a bénéficié de près de 400 millions

de FCFA du PNDP »

Koutaba a bénéficié de près de 400 millions de FCFA du PNDP. C'est le regretté maire Mouiche Aboubakar de cette époque qui a inculqué à la population la culture de l'entraide, du travail communautaire afin d'améliorer leurs conditions de vie. À son époque il avait déjà reçu le prix de meilleur maire d'Afrique en 2001.



Patrick Tanga

Président COGES du Marché de Koutaba

« Le COGES a classé les commerçants

dans le marché par type de produits.»

Le COGES a classé les commerçants dans le marché par type de produits. La propreté et la sécurité sont régulièrement assurées et les conflits sont régulièrement gérés.



Pekassa Inoussa

Commerçant, membre du COGES du Marché de Koutaba

« Nous devons

avoir une bonne organisation au sein du comité de gestion, pour gérer tout ce monde. »

Les populations de tous les arrondissements voisins viennent au marché de Koutaba le mercredi, qui est un jour de grand marché et le dimanche, jour de petit marché. Nous devons donc avoir une bonne organisation au sein du comité de gestion, pour gérer tout ce monde.

Les populations s'approprient le développement local

Nkong Ngam vers un développement intégral

Tirant les leçons du Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT), le Comité de Concertation touche désormais à tous les aspects de la vie du village.

Le projet démarre avec la mise à disposition, par le PNDP de 05 bêtes pour la constitution du compost qui est répandu, à travers la bouse de vache et ceci pour faciliter le renouvellement des terres, de moins en moins fertiles dans la localité.

Le Comité de Concertation (CC) a pu passer de 05 bêtes à une vingtaine qui sont encadrées par Hamadou et son père Baba, lesquels sont payés à la fin du mois.

Le cheptel actuel permet de produire 18 à 22 tonnes de compost qui sont répandus dans les champs des membres du CC au village Nkong Ngam, dans la commune de Bangangté.

Nono Joséphine âgée de 55 ans, ainsi que Julienne Alice Neneda, Judith

Nguemen, Celine Noukeuleu, toutes membres du CC, transportent le béton vers les fondations de l'enclos en construction tandis que les hommes s'affairent sur le gros œuvre.

Les résultats de cet engagement suffisent à donner de l'énergie à tous ces acteurs. Car, à 23 ans à peine, Judith Nguemen dit tirer déjà d'énormes bénéfices de l'opération. Sur encouragement de sa mère, elle est restée au village en 2008. Elle peut aujourd'hui se targuer d'avoir des plantations de tomates et de pastèques 100% bio, grâce au purin produit par le compost qui émane de la ferme. Elle dit être plus épanouie que les jeunes femmes de la ville.

La spécificité dans ce village c'est que la bonne appropriation du Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT)

dès octobre 2008 constitue le succès de la démarche. Désormais, l'esprit communautaire ainsi mis en branle s'est étendu à tous les aspects de la vie du village.

Le CC se réunit tous les mardis pour faire le point sur l'évolution des travaux, activités et cotisations des membres. Cinq sous structures le composent. La sous structure éducation, par exemple recherche des enseignants qualifiés et travaille au déblayage du terrain pour la construction de l'école maternelle du village. Celle de l'hygiène et de la salubrité s'occupe de la propreté dans le village par l'organisation du travail communautaire. L'ambition étant de devenir le plus beau village de la commune de Bangangté, qui fait d'ailleurs l'objet d'un prix. ●



Boniface Taho
Président du Comité de Concertation du village Nkong Ngam

« 12 personnes représentent la population au Comité de Concertation du village. »

Nous avons un bureau de 12 membres qui représentent toute la population. Nous avons cinq sous-structures. La sous-structure de gestion durable des terres qui est chargée pratiquement de la production du compost.

Nous avons des résultats dans la gestion durable des terres qui ont amélioré nos rendements agricoles.



Bernard Djeufo
SG du Comité de Concertation du village Nkong Ngam

« Le compost a

amélioré nos rendements »

Avant la création du Comité de Concertation nous avions des pertes à cause des sols qui n'étaient plus fertiles. Aujourd'hui avec les actions du Comité de Concertation nous essayons d'améliorer nos techniques en y associant du compost. Sans ce compost, nos rendements seraient très faibles. Le projet est d'un grand apport pour nous, parce que c'est avec le fruit de cette agriculture que nous envoyons nos enfants à l'école.



Lucas Tchiodjo
Commissaire aux comptes du Comité de Concertation du village Nkong Ngam

« Nous produisons 22 tonnes de compost pour nos champs »

Avec la sécheresse, on s'est rendu compte que la production ne suivait pas dans nos champs. Au terme du diagnostic, le compostage a été retenu comme moyen efficace d'enrichissement du sol. Le PNDP est donc arrivé avec son financement de la construction des étables. Aujourd'hui nous faisons 18 à 22 tonnes de compost qui est reparti dans les champs.



Les populations s'approprient le développement local - Magba

Améliorer le confort des commerçants

Avec le marché et le projet de forêt communautaire, la mairie teste un modèle de COGES piloté par un agent communal.

L'ouvrage réceptionné en 2013 affiche fière allure à côté des vieilles bâtisses cinquantenaires. Pour cause, le Comité de gestion (COGES), encadré par son président Louis Ngah, veille à l'entretien de ce qu'il considère comme un bijou. Les occupants des blocs L, M, N sont régulièrement sensibilisés sur la nécessité de maintenir la propreté et l'ordre. Le COGES dit veiller aussi à la gestion des branchements d'électricité anarchiques pour anticiper sur d'éventuels problèmes d'incendies.

La sécurité au marché est aussi un des chevaux de bataille. Marcellin Guida, jeune commerçant de 23 ans, encore vendeur ambulant il y a quelques temps, n'a eu aucun mal à intégrer l'une des boutiques disponibles pour un loyer de 10 000

FCFA mensuel. Il souligne que la beauté des bâtiments et la qualité de l'entretien ont été les moteurs de la décision qu'il ne regrette pas aujourd'hui. C'est aussi le sentiment de Hilarion Foguah, Alima Nvuh et Micheline Anekoue, respectivement vendeurs de vêtements de pagnes et coiffeuse. Comme leurs congénères au sein du marché de Magba, ils doivent être attentifs à la qualité de leurs locaux, la propreté individuelle et collective et signaler toutes fissures éventuelles ainsi que tout comportement néfaste.

Un projet de forêt communale

Dans la même commune de Magba, en partenariat avec l'ONG CARE Cameroun, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a défini une stratégie de préservation de l'environnement. La commune de Magba, considérée

comme réserve forestière du Noun, a fait l'objet d'une dégradation de ses ressources naturelles, dégradation essentiellement due à l'installation de la retenue d'eau de la Mapé et l'arrivée des exploitants forestiers. D'où la nécessité de ce projet qui visait à mettre en place une plantation forestière communale sur 9 hectares et 5 hectares de reboisement. Sur le site, on retrouve un hectare de forêt constitué de 50% des espèces locales telles que le Talis, le Gmelina, le Cassia et 50% des espèces exotiques, notamment le Pinus et l'eucalyptus. Selon Gladys Ndukong, qui préside le Comité de gestion de cette forêt à la commune de Magba, le plan de campagne du maire pour l'année 2012, établi à partir du PCD, intégrait l'amélioration du couvert végétal avec la plantation de 5 hectares de Mélinas et quelques vergers. ●

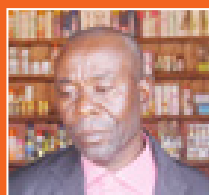


Dieudonné Mbouen

Maire de Magba

« Nous avons des lignes budgétaires pour les Comités de Gestion »

La participation des populations aux initiatives de développement n'est pas le fruit du hasard. Tout a été pensé dans le cadre du PCD élaboré avec le PNDP. En plus du projet de forêt communautaire financé à hauteur de 20 millions de FCFA, le PNDP nous accompagne aussi dans la construction de nouvelles boutiques. Nous avons des lignes budgétaires pour les Comités de Gestion.



Louis Ngah

Président du Comité de Gestion du marché de Magba
« Nous empêchons l'incivisme dans le

marché»

Grâce aux nouveaux bâtiments construits par la mairie et le PNDP, nous sommes en sécurité. Le vol a disparu et les loyers ont augmenté les recettes de la commune. Nous sommes là pour conscientiser sur l'utilisation des ouvrages. On empêche l'incivisme comme les branchements anarchiques en assurant aussi la propreté dans le marché.



SM Gamon III Soule

Chef Supérieur Magba

« Le visage du marché a réellement changé. »

Depuis que le PNDP a construit les 48 boutiques, le visage du marché a réellement changé. Nous remercions le PNDP pour ce financement. Nous attendons de nouveaux investissements. Le PNDP doit retenir que Magba est de tout cœur avec lui et que nous sommes disposés à contribuer aussi à la réalisation de tous les projets.



Endogenous solutions

Where traditional authority calls the development shots

Instituted by their traditional ruler and strictly overseen by the road management committee, it has become customary for Baligham people to engage in massive maintenance work every week on the community's major road.

His Royal Highness, Fon Galabe II thumped his clenched fist on the table when he instituted a "clean up campaign" which takes place every Tuesday in his village, Baligham in the Santa Council area of the Mezam Division. With the rehabilitation of the 7.4 km Santa-Baligham road, ferrying foodstuff from the village noted for its top quality garri has been eased.

The Fon's decision has had the advantage that added impetus from the traditional authority has been ceded the committee charged with watching over the road. It

has become customary for people living along that stretch of road to carry out maintenance work ranging from tasks like clearing all encroaching bushes on its sides to digging drainage canals on its sides.

According to the traditional ruler, anyone living by the road should consider the opportunity to be a privilege. And if you are unable to keep your courtyard clean, you are not qualified to live by the roadside, he argues.

Per Fomukong Emmanuel who heads the committee that ensures the road is used responsibly and

catered to, the assistance they are receiving from the Fon is worthwhile and adds to the enormity of the work they too are doing.

For long, the local people had suffered from the adverse effects of the formerly poor state of the road. Now that the road has a new face, the Fomukong-led committee says it is compelled to keep quality watch over the infrastructure because Baligham, a key supplier of sand to neighbouring localities, must not go back to relive its sordid past. ●



Fomukong Emmanuel
President, Baligham Road Management Committee

Thanks to our traditional ruler, his council and all quarter heads we have been able to engage the entire community in the maintenance of the road. Thanks to this very important support, we have been able to keep our road in very good condition.



HRH Galabe II
Fon of Baligham

Since the grading of this road, we have seen the price of garri produced here increased. Before, we sold garri off at very low prices because the poor roads made things difficult. While we plead for more assistance for more support to tackle our development challenges, we have made sure we also get to work to open our community up to the world.

Endogenous solutions

Electricity lights up local economy at Mikokov and Nsom

A rural electrification project in the far-flung villages of Mekokov and Nsom in the Jakiri municipality in Bui Division has revealed how much change a reliable source of power, no matter how small, can bring to impoverished and undeveloped areas.

In an era when International Energy Agency data says seven out of eight rural Sub-Saharan Africans lack electricity and many more receive only intermittent and poor quality electric power, the communities had a safe exit from the clutches of darkness when their electricity access gap was bridged.

Wirba Ruth and Wirba Emile did their mother, Edith Lawir, proud at this year's session of the GCE A Level. They passed in flying colours. Forty-nine year old Mrs. Lawir says the extension of the local electricity grid contributed in the success of her children. They may not have made it at the exams if they used hurricane lamps to study like before. Thanks

to the new energy source, this avid farmer has widened her revenue base with the acquisition of two grinding mills. She has also been able to light her poultry and provide warmth to her birds, a buffer against the pangs of the area's chilly weather.

The ovens of local baker Nsoasham Pius have been churning out more 'kumba bread'. Pius who is also a member of the local development management committee says he is contented with the changes the project has brought. There is every reason for the community to jealously guard the infrastructure, he insists.

Nine persons sit on the board charged with managing the

infrastructure. There is the added advantage that they all had been part of the committee put in place to follow up on the progress of work on the project when it was launched. The board which meets twice every month to take stock of issues related to the resource says every household or business that wants to be connected to the local power grid is charged 15.000 FCFA.

For committee leader Tardzenyuy Blasius, the communities were trapped in the 'dark ages' before the electrification project. Tardzenyuy says the project has encouraged villagers who live out of the village to construct houses back home. ●



Endogenous solutions - Elak-Oku Council

A community's water needs met

A potable water scheme which PNDP helped the Elak-Oku Council put in place for the Ibalichim community is increasingly attracting the admiration of neighbouring villages as it has steered inhabitants clear of water-borne diseases.

Before 2013, people in Ibalichim covered long distances in search of water. Sometimes they had no choice but to make use of water of doubtful quality. That was all they had. In the dry seasons the harrowing experience got worse.

This spurred to the people to group themselves where they thought up strategies to brave and surmount their collective challenge. With support from PNDP the Council came to their aid and they built a water

catchment which now provides water to the community via a network to twelve stand taps.

Even 86 years old Mama Elisabeth Neine, though hunkered down by age, still totes a fifteen-litre jug of water. This is possible because she no longer has to cover excruciatingly long distances to streams like before. Today she is just twenty metres away from one of the stand taps dotted around her Ibalichim village.

Kimeng Samuel Ngong who heads

the water management committee watches over the water from the catchment down to the faucets. To set the example for others to copy, committee members chip in the sum of 200 FCFA each per month while other villagers contribute 100 FCFA each. This bankrolls maintenance work on the water scheme which he says has become the envy of people in neighbouring villages who don't mind trekking long distances to make use of it because it is safe. ●

Endogenous solutions - Nkum Council

Mbabu's long road to school

Operation "One parent, one pupil". That is how inhabitants of Mbabu have christened a successful campaign to get parents to enroll their wards in the nursery school they built and now run.

Twenty-seven years old Habiba Ibrahim is a mother of two boys and a girl who just finished her studies at Government Nursery School Mbabu in the Nkum Council area of Bui Division in the North West region. These children dream big. The boys want to be president and minister in future. The girl child wants to be a medical doctor. It is such big dreams that motivate the management committee of the nursery school which comprises two classroom blocks and another block

of six toilets built in 2013 by the Nkum Council with PNDP support.

Ahead of the forthcoming beginning of the school year, the commission has made sure all is set to welcome toddlers to the structure. Particular emphasis has been laid on the cleanliness of the toilets. The management committee is propped by the Council and benefits from the special attention of first deputy mayor Baye Hilda Berinyuy who hails from the village. To increase the literacy levels in the village, the commission has launched "operation

one parent, one pupil", a campaign to get parents to enroll their wards in the school.

However the management committee has been having difficulty getting the resources needed to for repairs on the four year old structure. To surmount this difficulty, the team is tying the last knots and to a campaign dubbed "operation one woman, one bucket off maize". Maize collected in the campaign will be sold to raise funds with which eventual repairs on the building will be done. ●

Endogenous solutions - Bamusso

Boa Balondo in pursuit of collective community growth

The will to grow together has been present in Boa Balondo for decades and the potable water scheme born out of this attitude is just one in a string of yields the community has made.

Obasi Okole Paul, secretary general of Boa Balondo village management community is proud to present the dynamism with which his brothers and sisters have employed to improve their living conditions. During the elaboration of the Council Development Plan (CDP) for Bamusso Council, a series of scientific tools were used by the Buea-based women and youth centred organisation Reach Out. Thanks to this the problems of the community were identified, prioritised and analysed using a gender and sector-wide approach. This resulted in a picture of the socio-economic situation of the village and

the Bamusso Municipality as a whole.

At the end of this exercise in 2010 it became clear that some of the problems identified could be resolved using indigenous solutions. This explains why the village management committee decided to tackle one of such problems. To give the community a potable water supply, it developed a gravitational water scheme through participation, reduced pollution of available stream, improved on the quality of available wells.

From an uphill stream in Boa Balondo water is transported through pipes to stand taps erected near homes which in turn cut the risks involved

in covering long distances to fetch water. In collaboration with the local support group, the committee sought and obtained help from the RUMPI project. After the construction of the catchment, the village management committee has been actively involved in the maintenance carrying out simple tasks such as replacing tap washers and cleaning screens. In order to be connected to the water scheme, locals have to procure their pipes and pay contribute 30 000 FCFA. To date, fifteen persons are now connected. The each person using the collective stand tap pays 100 FCFA and per month and about 1000 persons make use of these collective taps. ●

Endogenous solutions - Alou

Atsombie and Tetsa mend their broken link

When torrential rains swept away a key bridge linking two communities in Alou, the road management committee did not sleep into the temptation of waiting idly for government to come to their rescue. They thought out a temporary solution.

Inhabitants in every community will always have an experience or two, recurrently cited as having left indelible imprints on their collective memories. In Atsombie and Tetsa, villages in the Alou Council area, there is this one special experience which denizens of the aforesaid areas will keep touting with brazen bravado atop the pecking order of life-changing events in their communities.

After a bridge linking Atsombie and Tetsa was swept away by violent rainy season torrents, the people were forced to turn to their mayor for succour. Not that they lacked initiatives that could salvage the situation. They, before embarking on any such move, needed to seek a nod of approval from the local government official under whose aegis their road management

committee works. Mayor Ntemgwa Paul Sixtus had one counsel for the people and it was in consonance with the ideas that had already been simmering in their minds. Only concerted community effort could bring respite from the snag they faced, the mayor had told them.

The communities thus thronged behind the mayor's call and by sundown on Tuesday, August 23, 2016, a new bridge had been built over the gulf that the downpour had created and which consequently had bogged down activities in the area. Vehicles could not ply the road. Farm produce could not be transported from homes and or farms to markets and vice versa. In fear children toyed with the possibility of not being able to go back to their classrooms as the back-to-

school period loomed.

Trunks measuring some thirteen metres each cut from trees felled on an adjoining slope and slid eight hundred metres down the banks of the river were used to build the new bridge. This temporary solution was ingenious and indigenous. However, the people remain in dire need of assistance from the State, the local Council, PNDP or some other development partners.

That is just one in a litany of equally appealing experiences the municipality has lived since the putting in place of a nine-member road management committee, a sentinel of some sorts, which promptly steps in each time issues with road infrastructure pop up. •

Endogenous solutions - Alou

A people tackle erosion on their road

In M'muockmbie, the people rose like one man to roll back effects of erosion on a road that connects them to a major source of their subsistence.

When PNDP helped the Alou Council build a 3.25 kilometre stretch road from M'muockmbie through a series of villages to the areas adjoining the landmark Tohtsonkeng hill which had hitherto been inaccessible, locals heaved long sighs of relief. The infrastructure encouraged locals to farm around the area which they had fled due to its erstwhile inaccessibility. Youths who had been exiting the locality in droves for greener pastures returned to either farm in the area or ride motorbike taxis which ferry farm produce to markets with relative ease. For the Mayor of Alou Council, Paul Sixtus Ntemgwa, there used to be no farms there because of the difficulty

of evacuate products. "The road has had the impact of creating jobs," he said.

Unfortunately, amidst all this lucre there have been blemishes. The road superbly plied during the dry season comes under serious threats once the rainy season rears its head. Given that the area is hilly in nature, runoff washes into canals that had been built to channel runoff leaving gaping gorges along the road which are sometimes two metres deep.

But the nine-person road management committee led by Nkempu Albert, alert as it is, is constantly thinking up strategies to rid the salutary infrastructure of this impediment. The committee makes sure it takes stock

of all issues along the road network so that on the first Saturday of every month the community comes out as one man to deal with the issues. When "Les Echos du PNDP's" team of reporters visits the infrastructure, the neighbourhoods of Metangang, Atsombie and Njeh are hard at work carrying gravel and stones to fill the gorges and other problem areas on the road.

Citizen commitment is so strong here to the extent that Atemkeng Armstrong Zimoh, who hails from the area and is the contractor who built the road, has gone the extra distance of building a 4 km road to Fowutnji, Fonjukang and Fossangong. •



Ntemgwa Paul Sixtus

Mayor of Alou Council

The most pressing issue we have here has been that we lack a proper drainage system. That notwithstanding the road management committee has been actively engaged in mobilizing the



Nkempu Albert

Chairman, Alou Road Management Committee

Because our road is in constant need of attention, we will keep coming out in our numbers for maintenance work till December. Work will resume here in

population to save the roads from erosion.

March of next year. That is the spirit we have adopted. We need the road and the road needs us.

Idenau - Maintenance of infrastructures

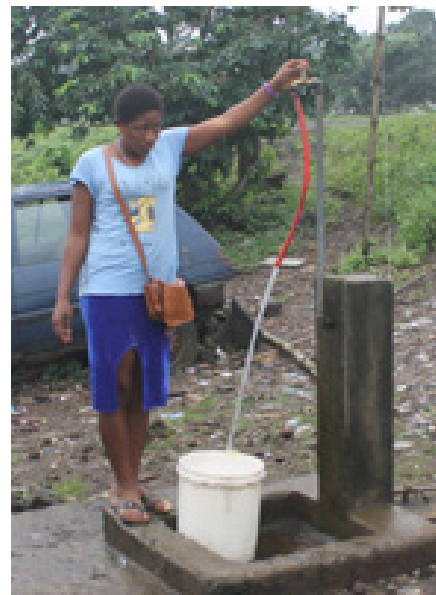
Bakingili water project spurs locals to acquire plumbing skills

Picked by the Bakingili community way back in 2007, Michael Lifange and four other persons have been managing the local water catchment and stand taps since they were constructed by PNDP nine years ago.

Well organized with an up to date record of its funds, every year the team collects 5000 FCFA from homes that have showers and 1200 FCFA from homes that don't have them. Also, when damage is caused on any equipment in the water scheme, the individual responsible is supposed to pay for the repairs.

About 300 homes have been benefitting from the infrastructure but not everyone has been paying up the levies as required. Some argue that water provided by government should not be paid for. Reporting such recalcitrant people to the Chief who in turn summons them has not been a worthy solution. Such rebellion has sometimes bogged down repairs when faults occur.

But this difficulty has forced the leader of the committee to carry out basic repairs as he and two other members have acquired the required skills over time. When more complex issues come up, the committee is compelled to call in a plumber from Kumba. This entails huge spending. All this point to a breakdown in communication, suggests the mayor. For the official, such rebellious attitude can only be done away with after frank consultations with the people. To better manage the resource, the mayor and the PNDP have suggested that the management committee should establish new rules of engagement with everyone's view taken into account. ●



Maintenance of infrastructures

Sanja takes charge of the education of its children

The enormous needs of Government School Sanja's campus have not made the people's resolve to give their wards a befitting education to peter out.

The heavy August rains that are characteristic of this period of the year in Sanje and its environs were not heavy enough to deter "Les Echos du PNDP's" team of reporters from making the trip to the village. Upon arrival at the community's Government School the team is welcomed by six persons. Though some of them are not members of the school's management committee, we learn they make it a point of duty to be present each time a meeting about the school's smooth functioning is convened.

In the campus two classrooms which the PNDP helped build for the school stand tall. This came as a welcome

addition to other classrooms built with funds from the public investment budget. How the school management committee works to ensure the structure doesn't fall into the snare of ruin is the kernel of our team's visit.

The convivial exchange that ensues with our hosts is revealing and compelling. At the start of every academic year, we learn, every parent with a ward or wards in the school are levied and the funds collected, 1000 FCFA for men and 500 FCFA for women, are used to bankroll any eventual repairs the structure may need. These funds have also helped procure and equip a first aid kit for the school. A strict set of rules bordering on hygiene

and sanitation is diligently enforced in the school by the committee which makes sure it meets at least three times before every academic year runs out.

And as the mayor of the municipality puts it, Sanje inhabitants know all too well what they have in their hands. "They have been hard at work to ensure that it is sustainably used," he said. Before, the mayor tells us, wards in Sanje used to study in rickety wooden shacks, on earthen floors and sometimes without enough desks. But that became a forgone experience after PNDP built two classrooms for the school to which government added other structures. ●



Gabriel Tonde Lifanje

Mayor of Idenau Council

The management committees have been doing a great job sacrificing their time and efforts for the sake of their communities. Committee members however get discouraged sometimes because they are not motivated for the work they do. As I speak I point particularly to the water management committee in Bakingili. I have taken upon myself to motivate the members once in a while. But I think they have to be motivated more.



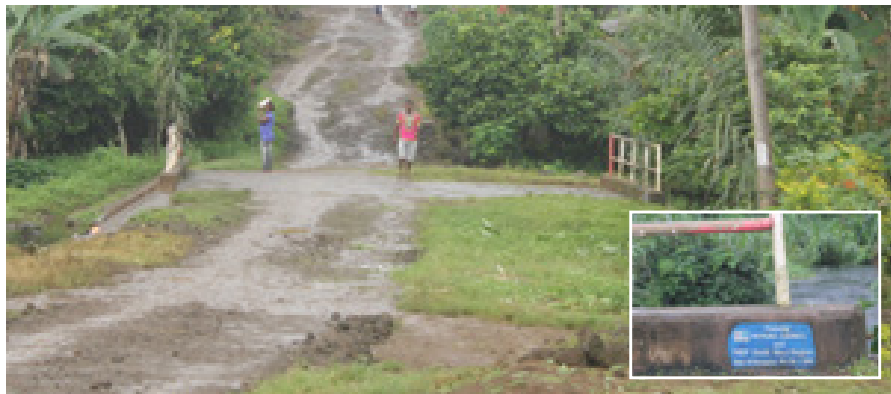
Muyuka - Maintenance of infrastructures

Owe evens out it development

When the road management committee in Owe mobilized the population to even out truncated portions one of their major roads, it became clear a lot could be done with less resources when communities are united.

Owe was one huge beehive of activity when "Les Echos du PNDP" visited the locality in mid August. 400 people had been mobilized to transport stones of different shapes and sizes to a bridge constructed for the Muyuka council by PNDP in 2013. The stones were meant to fill mud puddles on the roads on both sides of the bridge.

For Nubila Obelic, the secretary general of this management committee, the bridge building of the bridge was timely because whenever it rained, people had difficulty getting to the central town, Muyuka. He said he will not cease to show gratitude to the PNDP, the council and village head John Ndivye Lyonga, who helped them locate a quarry where stone and gravel was extracted when it became clear the damage caused on the infrastructure by the heavy



rains had to be urgently dealt with. The council on its part handed them a truck to transport the stones and gravel from the quarry to the work site.

Nubila recalls that the community has always turned up massively each time a call on them to report for work is made. And it has been so since

the bridge was built, he claims. Such adhesion is the result of sensitization which the commission has always taken very seriously. Immediately it was put in place, the committee made sure it went from quarter to quarter to inform people about the plans it had. ●

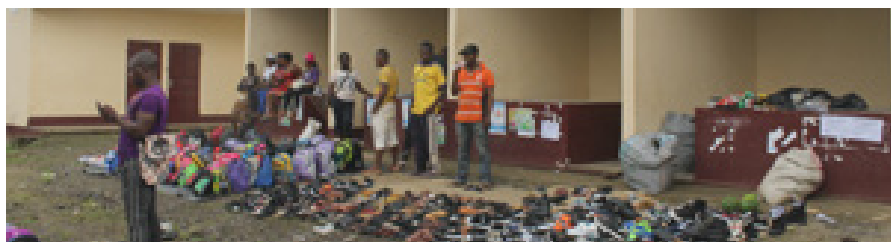
Muyuka - Maintenance of infrastructures

Yoke "garri market" expansion takes flight

The Yoke market management committee set up since the construction phase of the project is hard at work to ensure the vacant shops in the markets are occupied.

Ance Tennison Alabi still possesses the agility of youth though it is clear age is has taken its toll on him. He arrived in Yoke village on 1940, became councilor at Tiko Council in 1962, rose to the rank of Mayor in 1970, a position he held right up to 1978. The former CDC staff and former mayor with his wealth of experience is the one heading the management committee of the Yoke village market built in 2015.

The commission he heads used to be a follow up commission when the market was under construction. Since then the commission's dedication has been hailed by the populace. The committee made up of eight members is peculiar. It boasts of an environmental officer,



John Abendong and a security officer Agendia Alenxander.

When "Les Echos du PNDP" arrived Yoke on August 24, it is the weekly market day. The sixteen stores of the newly constructed market are not all occupied. This is because the management committee and the Muyuka council are making some last minute clarifications. Mister Alabi and his colleagues have been lobbying the council so that they can

contribute in maintenance, hygiene and sanitation and the electrification of the market. They also want people of Yoke village to be given pride of place when stores will be given out. Of the 16 stores, 08 are open and have cost each occupant 38 000 FCFA per year. The commission is working out a proposal for the Muyuka Council to extend the market, a key supplier of garri in the South West. ●



Nubila Obelic

SG, Market Management Committee

It is normal routine for us to have this turn out when maintenance work is being carried out. The management committee makes sure the community is informed. With the manpower at our disposal the other needs we usually have are met by the Council and other partners.



Les populations s'approprient le développement local - Littoral

Sockelle 2 tient à son forage

A Pouma, dans la région du Littoral, ce village travaille à maintenir son point d'eau sans pannes.

Au village Sockelle 2, dans la commune de Pouma, département de la Sanaga-maritime, région du Littoral, les hommes ont défini un label : celui du fleuve d'amour qui coule au quartier Song Kona, un des quatre quartiers de ce village. Pour eux, l'expression prend sa source et son importance dans le fait que ce sont les hommes qui puisent en général l'eau au forage pour leurs épouses. Est-ce également la crainte de voir s'effriter cet amour qui les pousse à prendre grand soin du forage ? Toujours est-il que le Comité de gestion conduit par Nguena Paul assure l'entretien de cet espace. Les abords du forage sont régulièrement nettoyés, le portillon récemment endommagé a été réparé, la plaque de labellisation récemment tombée lors d'un orage devrait être refaite. Ceci pour permettre aux habitants, ainsi que l'école primaire située à un jet de pierres du point d'eau, de bénéficier de ce précieux liquide. Selon Paul Nguena, 17

ménages jusque-là s'acquittent de la contribution mensuelle de 250 FCFA instituée pour constituer un fonds de garantie pour l'entretien préventif et curatif de la pompe. Le COGES se réunit une fois par mois pour faire le point de l'entretien et du respect des règles. L'une d'elles consiste à respecter les heures d'ouverture : soit de 6h à 8h le matin et de 14h à 18h le soir.

Au village Mbamle, dans la commune de Ngwei, département de la Sanaga-maritime, région du Littoral, sur 22 ménages utilisateurs du point d'eau, seuls 09 participent financièrement et physiquement à l'entretien. D'où la sensibilisation permanente menée par le président du Comité de gestion, Georges Lipen. Il peut compter sur l'appui du chef de village, Simon Njouga. Une attention utile pour permettre à Antoine Cabrel Bihamlé et Colette Paola Tehegue, respectivement élèves en classe de 6^e et de 3^e au Lycée de Makondo, de

pouvoir venir puiser aisément l'eau pour les tâches ménagères dès le retour des classes. La particularité de ce Comité de gestion, c'est aussi qu'il a été le Comité de suivi des travaux de réalisations de l'ouvrage. Ce regard avait d'ailleurs permis à l'époque d'attirer l'attention de la commune et permis ainsi la résiliation du contrat de la première entreprise qui voulait forer à 28 m seulement. Le deuxième repreneur a donc accepté d'aller chercher l'eau à 78 m, ce qui éloigne les populations ici de la baisse du niveau d'eau.

Comme à Sockelle, **le Comité de gestion du village Nkendé, dans la commune de Dibombari,** département du Mounjo, région du Littoral, dit avoir été saisi sur cet aspect et devoir convoquer individuellement tous les bénéficiaires pour une mise au point sur la nécessité d'entretenir le forage. ●



Paul Nguena
Président du
Comité de
Gestion du Village
Sockelle 2

« Chaque famille
verse 250 FCFA

pour l'entretien du point d'eau »

Le Comité de Gestion a été mis en place en 2012. L'eau a été gratuite pendant un an. Dès 2013, nous avons organisé un système d'approvisionnement des familles. On a fait un recensement des familles qui payent 250 FCFA par mois. Cet argent est versé à la trésorière sur décharge. Depuis la construction de la pompe à motricité humaine on n'a pas encore connu de pannes.



Georges Lipen
Président du
Comité de Gestion
du point d'eau du
village Mbamle

« Seuls 9 ménages
contribuent sur les 22 recensés »

Le Comité de Gestion a été mis en place le 27 juillet 2014 à Mbamle sous la houlette du maire et du PNDP. Nous avons recensé 22 ménages. Seuls neuf participent financièrement et aux travaux d'entretien tous les jeudis. Ce qu'il nous faut actuellement c'est un artisan réparateur pour parer aux éventuelles pannes. Les populations sont contentes des réalisations de la mairie et du PNDP.



Simon Njouga
Chef du village
Mbamle

« Nous attendons
d'autres
réalisations »

Nous sommes heureux des réalisations du PNDP et nous attendons d'autres. L'eau c'est la vie. Le PNDP est venu ajouter à ce que Dieu a déjà fait pour l'humanité.

Data journalisme

Une trentaine de journalistes formés

A la faveur du lancement de Code for Cameroon, AfroLeadership une OSC partenaire du PNDP et porteuse de l'initiative, a réuni des journalistes pour une session de formation sur l'Open Data et le Data Journalism.



Du 27 au 29 juillet 2016, une trentaine de journalistes et une dizaine d'autres acteurs représentant des administrations publiques et des organisations de la société civile se sont réunis dans les locaux de l'OSC AfroLeadership à Yaoundé. A l'initiative de cette structure qui est partenaire du Programme National de Développement Participatif (PNDP) sur les fronts de la gouvernance locale et de l'ouverture des données, les participants ont été formés à l'open data, avec un accent particulier sur le data journalisme.

Cinq experts, dont une Kenyane, Serah Rono (experte en Open Data), venue de Code for Africa à Nairobi pour la circonstance, et quatre experts Camerounais, Idriss Linge (Journaliste à Agence EcoFin), Simon Pierre Etoundi (Expert en systèmes d'informations), Benjamin Bioule (Expert Open Data) et Charlie

Martial Ngounou (Expert Open Data) ont au cours des trois jours, permis aux participants de se faire une meilleure appréciation de ce qu'ils peuvent tirer des outils tels Data Wrapper, Infogram, Open Refine, Tabula, CartoDB, Google Spreadsheet, etc. pour enrichir leurs articles. Mais au-delà de l'infographie et des outils qui la facilitent, ils ont pu mesurer ce que l'approche «data mindset» peut apporter à leur travail, notamment en termes de prolongement journalistique: analyses, commentaires, permettant de donner plus de vie aux chiffres qui souffrent de leur

L'objectif à terme est de fournir aux citoyens des grilles de lecture améliorée de l'action publique en faveur des populations et accroître ainsi la pression sur les décideurs pour plus de redevabilité.

froideur et de leur incapacité à renseigner sur les décisions correctives que peuvent prendre les décideurs dans divers domaines de la vie nationale.

Les organisateurs et les participants se sont promis de se revoir dans le cadre de sessions de formations des formateurs qui devront diffuser ces outils et cette culture open data dans les 10 régions du Cameroun. L'objectif à terme est de fournir aux citoyens des grilles de lectures améliorées de l'action publique en faveur des populations et accroître ainsi la pression sur les décideurs pour plus de redevabilité. •



Le PNDP III œuvre davantage au renforcement des capacités...



... Institutionnelles
des communes

... Humaines
dans/autour
de la commune



En plus, le PNDP a doté chaque
commune d'une moto,
d'un ordinateur et d'un GPS...

Ensemble, impulsons le développement local



COMPRENDRE

pour mieux exécuter le BIP 2016

Tableau 1: Evolution du Budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

	Exercice 2013		Exercice 2014		Exercice 2015		Exercice 2016	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	3 729,3	3 236,0	3 452,3	3 312,0	4 160,2	3 992,6	4 872,9	4 234,7
BIP en volume	1450,3	957,0	1140,3	1 000,0	1 413,5	1 246,0	2 151,7	1 525,8
Part du BIP sur le Budget Global	38,9%	29,6%	33,0%	30,2%	34,0%	31,2%	44,2%	36,0%

Source : MINEPAT/DPIP

La dotation globale consacrée à l'investissement public en 2016, est de FCFA 2151,7 milliards en Autorisations d'Engagement et FCFA 1525,8 milliards en Crédits de Paiement. Ainsi, ce BIP qui connaît en Crédits de Paiement une progression de 22,5%, porte la part du BIP au budget global à 36% contre 31,2% en 2015, soit un accroissement de 4,8 points.

Tableau 2 : Répartition du BIP en CP par Source de Financement (en milliards de FCFA)

Source de Financement	2013	2014	2015	2016	Variation 2013 - 2016
Ressources Internes (RI)	676,0	709,0	725,0	1 000,8	38%
RIO	646,0	688,0	697,2	578,0	-17,1%
RIS (C2D)	30,0	21,0	27,8	27,8	0,0%
PLANUT			30,0	275,0	816,7%
CAN			66,0	120,0	81,8%
Ressources Externes	281,0	291,0	425,0	525,0	23,5%
Total	957,0	1 000,0	1 246,0	1 525,8	22,5%

Source : MINEPAT/DPIP

Tableau 3 : Répartition des CP du BIP par Secteur (en milliards de FCFA)

Secteurs	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Poids relatif dans le BIP 2016 (en %)
Souveraineté	38,2	47,2	60,5	28,2	1,8
Défense et sécurité	14,5	14,6	9,2	49,5	3,2
Administration générale et financière	64,1	68,9	61,0	40,9	2,7
Enseignement, formation et recherche	58,1	66,9	71,8	60,6	4,0
Communication, culture, loisir et sport	14,8	17,6	16,9	5,0	0,3
Santé	71,5	76,5	107,0	132,5	8,7
Affaires sociales et emplois	13,7	18,9	17,3	15,2	1,0
Infrastructures	428,1	464,0	602,7	981,8	64,3
Production et commerce	105,6	117,0	161,6	152,0	10,0
Dépenses communes	148,4	108,4	78,1	60,3	4,0
Total	957,0	1 000,0	1 246,0	1525,8	100,0

Source : MINEPAT/DPIP

BIP : Budget d'Investissement Public
AE : Autorisation d'Engagement
CP : Crédit de Paiement
RIO : Ressources Internes Ordinaires

RIS : Ressources Internes Spéciales
PLANUT : Plan d'Urgence Triennal
CAN : Coupe d'Afrique des Nations



Une publication du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
 B.P. 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
 Tél. (237) 222 220 922 - Fax: (237) 222 236 607